



Portrait des jeunes de l'espace francophone 2014

ODSEF

Observatoire démographique
et statistique de l'espace francophone

ORGANISATION
INTERNATIONALE DE
la francophonie



Crédit photographique

Photographie de couverture : *Public assistant à la finale de hip hop, Jeux de la Francophonie, Nice, 2013*. CIJF/Patrick Lazic

Cartographie

Laurent Richard, ODSEF, Université Laval.

Maquette de couverture

Émilie Lapierre-Pintal, CIEQ, Université Laval.

Révision et mise en page

Anna Olivier, Athéna Rédaction (www.athenaredaction.com)

Comment citer ce document

OUEDRAOGO, Abdoul Echraf, Marie-Eve HARTON et Richard MARCOUX (2014). *Portrait des jeunes de l'espace francophone 2014*. Québec, Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone (ODSEF), 72 p.

PDF téléchargeable à partir du lien :

<http://www.odsef.fss.ulaval.ca/sites/odsef.fss.ulaval.ca/files/portrait-jeunesse-2014.pdf>

Une synthèse de ce document est également disponible sur le site de l'ODSEF à :

<http://www.odsef.fss.ulaval.ca/sites/odsef.fss.ulaval.ca/files/portrait-jeunesse-2014-synthese.pdf>

Responsables de la publication

Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone (ODSEF)

<http://www.odsef.fss.ulaval.ca/>

Organisation internationale de la Francophonie (OIF)

<http://www.francophonie.org/>

Portrait des jeunes de l'espace francophone 2014

Abdoul Echraf Ouedraogo

Marie-Eve Harton

Richard Marcoux

ODSEF

Observatoire démographique
et statistique de l'espace francophone

ORGANISATION
INTERNATIONALE DE
la francophonie



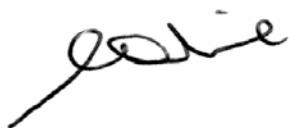
PRÉFACE

Dans la plupart des pays membres de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), les jeunes constituent la majorité de la population. Indéniablement, le présent et l'avenir de la Francophonie reposent donc sur la jeunesse. Celle-ci est riche, diversifiée, dynamique et créative mais elle est aussi confrontée à de nombreux défis, notamment en matière d'éducation, d'emploi, de santé, de participation citoyenne, de développement durable et d'urbanisation.

C'est pour mieux cerner les traits qui caractérisent cette jeunesse que l'OIF a demandé à l'Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone (ODSEF) de l'Université Laval (Québec) d'établir un « portrait » des jeunes dans l'espace francophone.

L'OIF espère que ce rapport, édité à la veille du XV^e Sommet de la Francophonie, servira non seulement d'outil d'information sur les réalités de la jeunesse francophone mais aussi de « tableau de bord » permettant de suivre, pays par pays, l'évolution de la situation de cette jeunesse.

Présenté sous deux formats - un portrait détaillé et une synthèse - le rapport est appelé à intéresser autant les organes institutionnels concernés que le grand public. J'invite toutes les institutions nationales et multilatérales à en faire le meilleur usage et à transmettre leurs observations afin que les prochaines éditions puissent en bénéficier.



Administrateur de l'OIF

Table des matières

Introduction	3
Sources des données et méthodologie	4
Quelques limites	5
Chapitre 1. Une francophonie de jeunes : structure démographique	7
Proportion des jeunes de moins de 35 ans dans les pays de la Francophonie	7
Poids démographique des jeunes de 15 à 34 ans dans les pays de la Francophonie	8
Poids des francophones dans la population totale des jeunes de 15 à 34 ans	9
Poids des jeunes francophones de 15 à 34 ans au sein de l'ensemble de la population francophone	11
Chapitre 2. Éducation	13
Taux brut de scolarisation	13
Indice de parité entre les sexes (IPS)	16
Chapitre 3. Emploi et marché du travail	21
Taux de chômage chez les jeunes de 15 à 24 ans	21
Ratio du taux de chômage des jeunes comparé à celui des adultes	22
Poids des jeunes dans la population totale au chômage	23
Taux de chômage des 15 à 24 ans selon le sexe	23
Chapitre 4. Accès des jeunes aux moyens d'information et de communication	27
Accès au numérique (ordinateur et Internet)	27
Accès à l'ordinateur dans les foyers francophones	28
Accès à Internet dans les foyers francophones	29
Fréquence d'utilisation d'Internet par les jeunes de 15 à 29 ans en Afrique	30
Proportions de jeunes n'ayant pas accès aux médias	31
Chapitre 5. Mariage, fécondité et perceptions des jeunes à l'égard du VIH	33
Proportions de jeunes femmes mariées par tranche d'âge	33
Taux de fécondité chez les jeunes femmes de 15 à 19 ans	34
Perception par les jeunes de la taille idéale de la famille désirée	35
Taux de prévalence du VIH chez les jeunes	36
Connaissance du VIH et de ses modes de transmission	36
Chapitre 6. Engagement et participation civique	39
Perception des institutions politiques par les jeunes	39
Les jeunes francophones, la participation civique et le bénévolat	41

Conclusions	45
Références	49
Rapports et documents	49
Enquêtes et bases de données en ligne	49
Annexe A	51
Annexe B	53

Introduction

En 2015, l'ensemble des États et gouvernements membres et observateurs de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) compte plus d'un milliard d'habitants. Les jeunes de moins de 35 ans représentent 60 % de cette population, soit un peu plus de 620 millions de personnes. La forte présence des moins de 35 ans dans l'espace francophone fait de celui-ci un des espaces linguistiques les plus jeunes (voir carte en annexe A). Si l'on considère uniquement les États et gouvernements membres de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et ayant le français comme langue officielle, le poids démographique des jeunes apparaît encore plus important : sept personnes sur dix ont moins de 35 ans en 2015.

Le poids des jeunes au sein de la population francophone, s'il représente un gage de dynamisme, n'en pose pas moins des défis importants en matière d'éducation, d'insertion socioprofessionnelle, d'accès aux moyens d'information et de communication, de réalisation des aspirations familiales et d'engagement citoyen. Ce rapport propose un premier portrait statistique de la situation des jeunes des pays francophones dans différentes sphères de la vie sociale, et ce, à partir des données auxquelles nous avons pu avoir accès au cours de l'été 2014.

Il se dégage de ce portrait de la jeunesse des situations fort contrastées dans ce vaste espace francophone. Le premier chapitre montre que le poids des jeunes de moins de 35 ans au sein de l'espace francophone varie grandement d'une région à l'autre. Dans les pays membres d'Afrique subsaharienne en particulier, ces jeunes représentent entre la moitié et les deux tiers de la population. Même s'il en est autrement dans les États et gouvernements membres et observateurs d'Europe et d'Amérique, le poids des jeunes demeure relativement important partout sitôt qu'on s'intéresse à la tranche des 15 à 34 ans.

Le poids de la jeunesse dans certaines régions pose des défis importants dans l'accès à l'éducation. Le chapitre 2 révèle ainsi que les taux bruts de scolarisation demeurent faibles dans plusieurs pays, tant au secondaire qu'au supérieur, alors que l'indice de parité entre les sexes montre la nécessité d'un effort de rattrapage, particulièrement dans l'enseignement supérieur, où les jeunes filles sont sous-représentées dans la population scolarisée pour la vaste majorité des pays. L'obstacle premier à l'augmentation du nombre de francophones demeure en définitive l'absence d'opportunités d'éducation pour des franges importantes des jeunes de plusieurs pays membres.

Les défis sont tout aussi importants en matière d'emploi. Les données présentées dans le chapitre 3 montrent que les jeunes de 15 à 24 ans sont particulièrement exposés au chômage. Même dans les contextes de faible taux de chômage, les jeunes demeurent surreprésentés au sein de la population à la recherche d'emploi, une réalité à laquelle les jeunes filles sont singulièrement exposées dans certains pays.

Si l'éducation et l'emploi constituent les principaux défis pour les jeunes, les chapitres suivants révèlent d'autres préoccupations tout aussi importantes, que ce soit l'accès à la sphère numérique et aux nouvelles technologies de communication (chapitre 4) ou l'entrée en union et les aspirations familiales (chapitre 5). Outre les disparités entre pays et régions francophones, le rapport révèle l'existence de disparités liées au genre qu'il convient de prendre en compte pour assurer un développement équitable et inclusif.

Le dernier chapitre (chapitre 6) est consacré à la participation et l'engagement citoyens des jeunes. Il révèle que le pourcentage de jeunes engagés dans la vie associative et communautaire est faible dans la plupart des pays francophones. La défiance envers les institutions politiques et les politiciens, souvent évoquée pour expliquer le désintérêt pour la chose politique, ne saurait être la seule explication, ni même une explication pertinente. En effet, dans plusieurs pays francophones, une majorité de jeunes accordent leur confiance aux institutions politiques en place (parlement ou assemblée, justice, etc.), même si cette confiance reste mitigée.

Si, dans plusieurs pays, le profil des jeunes dans certaines sphères peut être qualifié d'alarmant, d'autres indicateurs pris dans d'autres sphères donnent raison d'espérer. Ainsi, même si le taux de chômage chez les jeunes demeure élevé, la forte présence des filles sur le marché de l'emploi dans certains pays indique un certain dynamisme des jeunes dans les pays francophones, malgré des contextes souvent très défavorables. Les situations sont donc globalement fort contrastées entre pays, entre régions et aussi entre les sphères abordées.

Sources des données et méthodologie

Les données utilisées proviennent de sources variées et accessibles en ligne. Les données des Nations unies ont été utilisées dans le chapitre 1 (consacré à la démographie) en tant que références pour les estimations de la population francophone en 2015 ainsi que pour celles du nombre et du poids des jeunes dans chacun des États et gouvernements membres et observateurs de l'OIF. Les estimations du nombre de jeunes francophones s'appuient sur les mêmes sources et méthodologies que celles présentées dans le *Rapport sur la langue française dans le monde* publié par l'OIF en octobre 2014.

Le chapitre 2 (consacré à l'éducation) utilise essentiellement les données de l'Institut de la statistique de l'UNESCO (ISU), en particulier les tableaux statistiques compilés figurant sur la base de données en ligne de l'Institut. Au besoin, pour le Canada, le Nouveau-Brunswick et le Québec, les données de Statistique Canada et celles de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) ont été utilisées.

Les données du chapitre 3 (consacré à l'emploi) proviennent essentiellement des différentes bases de données de l'Organisation internationale du travail (OIT), qui elle-même recourt à d'autres sources de données comme celles de la Banque Mondiale, de l'OCDE et des offices nationaux de statistiques. Les sources des données sont indiquées dans chaque tableau détaillé en annexe B.

Le chapitre 4 (consacré à l'accès aux technologies de communication et au numérique) repose sur l'exploitation de différentes sources de données : celles de l'Union internationale des télécommunications, de l'Afrobaromètre et des Enquêtes démographiques et de santé (EDS).

Les données du chapitre 5 proviennent de la base de données des Nations unies et des EDS.

Les données du chapitre 6 (sur l'engagement et la participation civique) proviennent de l'Enquête sociale européenne, de l'Afrobaromètre et de l'Enquête canadienne sur le don, le bénévolat et la participation.

Au début de chaque chapitre, les différentes sources utilisées sont rappelées. Une page de référence à la fin du rapport récapitule l'ensemble des bases de données utilisées et les sites à partir desquels elles sont accessibles. L'ensemble des tableaux détaillés se trouve en annexe du rapport.

Quelques limites

Ce rapport est évidemment loin d'être exhaustif, compte tenu de la problématique traitée. Sa principale limite tient à l'absence de données détaillées et récentes pour plusieurs pays et aux différences dans les méthodes de collecte de données, différences qui restreignent, dans bien des cas, la comparabilité entre pays.

Les États et gouvernements membres de la Francophonie ne disposent pas tous des moyens permettant de mettre en place des infrastructures de collecte de données efficaces. Les informations recherchées sont dès lors souvent simplement inexistantes, très datées ou dérivent d'extrapolations pouvant limiter leur fiabilité.

Le problème s'est révélé particulièrement important lorsque nous avons tenté d'obtenir des informations par groupe d'âge. Alors que pour certains pays il existe des données détaillées sur les jeunes par groupes d'âge de cinq ans, pour d'autres, les catégories sont celles des 15 à 24 ans ou des 15 à 29 ans, ce qui signifie qu'une frange de la population cible (les 15 à 34 ans) a dans quelques cas été occultée. De plus, les unités géographiques de collecte de données (pays) ne correspondent pas forcément à la déclinaison du statut de membre par État ou gouvernement de l'OIF.

Cette réalité limite aussi le choix des indicateurs et la comparabilité des données. Enfin, si la Francophonie est aujourd'hui une réalité présente partout sur la planète, il est parfois difficile pour certaines dimensions (alphabétisation, éducation, engagement citoyen, etc.)

d'englober dans les mêmes analyses les pays membres et certains pays observateurs, pour lesquels les enjeux sont forts différents. Voilà pourquoi il est parfois fait peu de cas de certains pays quand les comparaisons sont impossibles ou quand l'enjeu abordé pose la question de la pertinence de la comparaison entre pays aux réalités complètement différentes. Toutes ces contraintes ont limité le choix des indicateurs et influent sur les contenus des analyses. Que le lecteur ne nous en tienne pas rigueur.

D'autre part, bien que toutes les précautions aient été prises pour ne comparer que des données qui pouvaient l'être, la diversité des sources et des méthodes de collecte limite leur comparabilité. Dans ces cas de figure, les données ont été présentées séparément et les analyses ont plutôt porté sur les pays et régions pour lesquels les données proviennent de la même source.

Il est important de rappeler aussi que la plupart des bases de données utilisent des données d'enquête à partir d'échantillons de population. La taille de l'échantillon et la méthode d'échantillonnage employée déterminent leur représentativité et peuvent par conséquent limiter la portée des données.

Enfin, rappelons que le calendrier de production de ce rapport nous a obligés à nous limiter uniquement à l'exploitation des données secondaires accessibles en ligne. Le travail de recherche d'informations statistiques a toutefois révélé que plusieurs bases de microdonnées sont accessibles pour des traitements à l'aide de logiciels de traitement statistique, ce qui offre la possibilité d'obtenir des indicateurs précis et valables pour les sous-populations qui nous intéressent – par exemple pour le groupe d'âge des 15 à 34 ans. Ce travail de traitement statistique plus poussé pourra se faire dans les années à venir.

Chapitre 1. Une francophonie de jeunes : structure démographique

Ce chapitre présente la proportion des jeunes dans les États et gouvernements membres et observateurs de la Francophonie ainsi que le poids démographique de ces jeunes parmi la population dite francophone. Les données utilisées proviennent principalement de la Division de la population des Nations unies pour l'estimation des effectifs de la population totale des différents pays en 2015, des estimations de l'INSEE pour la France et de celles de Statistique Canada pour le Canada, le Québec et le Nouveau-Brunswick. Ces données ont servi à estimer la proportion des moins de 35 ans en 2015 (voir tableaux détaillés en annexe).

Proportion des jeunes de moins de 35 ans dans les pays de la Francophonie

L'espace francophone (États et gouvernements membres et observateurs de l'OIF) est caractérisé par une forte proportion de jeunes au sein de la population totale des pays qui le composent. En effet, dans la plupart de ces pays, les jeunes de moins de 35 ans représentent plus des deux tiers de la population. Cette situation demeure toutefois contrastée entre pays.

C'est surtout dans les pays d'Afrique subsaharienne que la proportion de jeunes parmi la population totale est la plus importante. En effet, dans les trois quarts des pays membres de cette région, la proportion de jeunes de moins de 35 ans représente entre 75 % à 80 % de la population, ce maximum étant atteint au Burundi, au Mali et au Tchad. Quant aux pays membres d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, les jeunes de moins de 35 ans y représentent environ les deux tiers de la population, avec des situations quelquefois contrastées. On peut citer d'un côté la Mauritanie, où cette proportion atteint 74 %, et de l'autre le Liban, à 58 %. Le portrait démographique de l'Océan indien ressemble quelque peu à celui de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, avec, d'un côté, deux pays sur quatre où en 2015 les jeunes de moins de 35 ans représentent 75 % ou plus de la population (Comores et Madagascar) et, de l'autre, deux pays où cette catégorie représente environ la moitié de la population (Maurice et Seychelles).

La situation est aussi contrastée en Asie, où la structure démographique des pays membres varie d'un pays à l'autre. En témoigne le cas du Laos, où les jeunes de moins de 35 ans représentent en 2015 bien plus que les deux tiers de la population (73 %), et celui du Vietnam, où ils représentent à peine un peu plus de la moitié de la population (53 %). En Europe de l'Ouest, on observe une certaine homogénéité au sein des pays membres, notamment là où le français est langue officielle. En effet, pour la Belgique, le Luxembourg, la France et la Suisse, la proportion de jeunes de moins de 35 ans varie entre 40 et 45 %.

Notons que l'Autriche et la Grèce se caractérisent par moins de 40 % de jeunes de moins de 35 ans dans leur population, de même que Chypre, où ceux-ci représentent presque la moitié de la population (49 %).

Chez les pays membres et observateurs d'Europe centrale et orientale, le portrait est aussi relativement homogène. À l'exception de l'Albanie où les jeunes de moins de 35 ans représentent plus de la moitié de la population (52 %), partout ailleurs les jeunes de ce groupe d'âge constituent moins de la moitié de la population.

À l'instar de l'Europe, l'Amérique francophone se caractérise aussi par une proportion relativement faible des jeunes de moins de 35 ans. Ces derniers représentent moins de la moitié de la population du Canada (43 %), du Québec (41 %) et du Nouveau-Brunswick (39 %). Les pays membres des Caraïbes présentent quant à eux un portrait qui se rapproche de celui du continent africain, notamment en Haïti, où les jeunes de moins de 35 ans représentent 71 %, et la République dominicaine, un État observateur de l'OIF, avec 63 %.

Poids démographique des jeunes de 15 à 34 ans dans les pays de la Francophonie

Comme ce sont précisément les jeunes de 15 à 34 ans qui nous intéressent, il est pertinent de dresser un portrait spécifique de leur poids au sein de la population des États et gouvernements membres et observateurs, afin de mieux apprécier les besoins actuels en matière d'éducation et d'emploi notamment, deux dimensions qui font l'objet des deux chapitres qui suivent.

La tranche d'âge des 15 à 34 ans représente environ le tiers de la population dans la plupart des pays membres et observateurs d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, d'Afrique subsaharienne, de l'Océan indien, des Caraïbes et d'Asie. Dans les États et gouvernements membres et observateurs de l'Europe de l'Ouest, de l'Europe centrale et orientale et de l'Amérique du Nord, la proportion des jeunes de 15 à 34 ans est environ du quart de la population (tableau 1).

L'espace francophone se caractérise ainsi par une structure démographique contrastée avec, d'une part, les pays membres et observateurs d'Afrique, de l'Océan indien (exception faite de Maurice et des Seychelles), d'Asie et des Caraïbes, pour lesquels les jeunes de 15 à 34 ans représentent environ le tiers de la population et, d'autre part, les États et gouvernements membres et observateurs d'Europe et d'Amérique du Nord, bien engagés dans le processus de vieillissement démographique, mais dont les jeunes de 15 à 34 ans constituent néanmoins plus du quart de la population.

La carte en annexe A illustre bien les résultats obtenus concernant la taille des populations de jeunes de 15 à 34 ans dans les différents États et gouvernements membres de la Francophonie. C'est ainsi que les 330 millions de jeunes appartenant à ces pays se répartissent à travers cet espace francophone, en particulier dans les pays très peuplés

comme le Vietnam, la République démocratique du Congo, l'Égypte, ainsi qu'en France pour l'Europe.

Tableau 1. Aperçu du nombre de jeunes de 15 à 34 ans et de leur poids démographique dans quelques États et gouvernements membres et observateurs de l'OIF

Pays membres	Nombre des jeunes de 15 à 34 ans (en milliers)	Proportion au sein de la population totale (%)
RDC	23 992	34
France	16 122	25
Maroc	11 741	35
Canada	9 251	26
Madagascar	8 328	34
Sénégal	5 167	35
Belgique	2 688	24
Suisse	2 083	25
Québec	2 051	25
Liban	1 946	38
Qatar	1 142	49
Djibouti	330	37
Nouveau-Brunswick	186	24
Vanuatu	93	35

Source : ODSEF. Estimations obtenues à partir des données des Nations unies (Révision 2012), de Statistique Canada et de l'INSEE.

Poids des francophones dans la population totale des jeunes de 15 à 34 ans

Si les pays de la Francophonie présentent des structures démographiques variées, comme nous venons de le voir, on sait qu'ils comptent également des proportions différentes de francophones. Nous avons ici emprunté la même démarche méthodologique pour la définition des francophones de 15 à 34 ans que celle utilisée dans l'ouvrage *Rapport sur la langue française dans le monde 2014* (OIF, 2014). Cette démarche permet de produire des estimations de francophones chez les jeunes de 15 à 34 ans pour 40 des 77 États et gouvernements membres et observateurs de l'OIF (tableau 2).

Examinons d'abord les proportions de francophones chez les jeunes de 15 à 34 ans, sachant que celles-ci renseignent, entre autres, sur le niveau de pénétration du français parmi les jeunes et plus particulièrement dans les États membres où le français est aussi la langue officielle et d'enseignement, rendant ainsi compte des performances des systèmes d'éducation, question que nous aborderons plus spécifiquement au chapitre suivant. Par ailleurs, soulignons que, pour chaque zone géographique, les chiffres méritent d'être analysés séparément car ils ne traduisent pas les mêmes réalités entre les pays membres où le français est la langue maternelle des locuteurs considérés comme francophones (Belgique, France, Québec, Suisse, Nouveau-Brunswick, Luxembourg, etc.), les pays où le français est langue officielle, mais souvent seconde langue des locuteurs (particulièrement en Afrique) et les pays où le français a souvent le statut de langue étrangère (Europe de

l'Est, Moyen-Orient, certains pays d'Afrique membres comme le Ghana, le Mozambique, le Cap-Vert, etc.).

L'analyse de la proportion de francophones parmi les jeunes de 15 à 34 ans montre une situation fort contrastée. D'abord en Afrique, dans les pays où le français a le statut de langue officielle, on observe une première catégorie de pays – la plupart d'Afrique centrale – où les francophones représentent plus des trois quarts de la population chez les jeunes : c'est le cas en République Démocratique du Congo (RDC) (77,9 %), au Gabon (90,3 %) et au Congo (90,4 %).

Une deuxième catégorie regroupe des pays où la proportion de francophones parmi les jeunes représente entre la moitié et les deux tiers de la population jeune. C'est le cas notamment de pays comme le Sénégal (48,5 %), la Côte d'Ivoire (52,2 %), la Centrafrique (53,3 %), le Bénin (57,7 %), le Cameroun (61,4 %) et le Togo (61,7 %).

Un troisième sous-ensemble concerne notamment plusieurs pays du Sahel, où les francophones représentent entre 20 et 40 % de la population des 15 à 34 ans. C'est le cas du Niger (21,9 %), du Tchad (24,3 %) et du Burkina Faso (38,7 %). Il faut aussi noter les cas spécifiques du Burundi et du Rwanda, où les francophones représentent respectivement 17,4 % et 11,1 % des jeunes de moins de 35 ans. Ce pourcentage relativement faible peut s'expliquer en grande partie par le fait que ces deux pays comportent de très fortes proportions de leur population qui ont la même langue maternelle (respectivement le kirundi et le kinyarwanda), ainsi que par les efforts importants consentis dans l'alphabétisation en langues nationales dans l'enseignement, dans les médias et dans les sphères officielles de ces deux pays.

Par ailleurs, en Amérique du Nord, on note que c'est environ le tiers des jeunes Canadiens qui sont francophones (32 %). Cette proportion présente cependant de fortes variations entre le Québec, où le français est la langue officielle, et le Nouveau-Brunswick, où le français et l'anglais se partagent le statut de langue officielle. Ainsi, au Québec, c'est près de la quasi-totalité des jeunes de 15 à 34 ans (96 %) qui sont francophones, alors qu'au Nouveau-Brunswick, c'est près de la moitié des jeunes qui le sont (48 %). D'ailleurs, parmi tous les États et gouvernements membres, le Québec est l'un de ceux présentant la plus forte proportion de francophones au sein de sa population jeune.

Pour ce qui est des pays européens, on observe d'abord une catégorie de pays où c'est presque la quasi-totalité des jeunes qui sont francophones : en France d'abord (97,6 %), et au Luxembourg (95,8 %). On note ensuite le cas de pays comme la Belgique et la Suisse où le français cohabite avec d'autres langues officielles. Dans ces pays membres, la proportion de francophones parmi les jeunes reste relativement élevée, puisqu'elle dépasse les deux tiers (respectivement 77,3 % et 68,7 %).

La proportion de francophones parmi les jeunes dans certains pays européens où le français n'est pas la langue officielle est aussi intéressante à souligner, à l'exemple de

l’Autriche, où les francophones représentent 12,8 % de la population jeune, de la Roumanie (11,3 %) et de Chypre (7,8 %).

En Océanie, il faut noter le cas du Vanuatu, où les francophones représentent 42 % de la population des 15 à 34 ans. Les données spécifiques au groupe d’âge des 15 à 34 ans ne sont pas disponibles pour des pays membres ou observateurs d’Asie comme le Vietnam et la Thaïlande.

Tableau 2. Pourcentage des francophones au sein de la population des 15 à 34 ans et nombre de jeunes francophones de ce groupe d’âge dans certains États et gouvernements membres ayant le français comme langue officielle

	Pourcentage (%) de francophones parmi les 15 à 34 ans	Nombre de francophones de 15 à 34 ans
France	97,6	15 729 001
Québec	96,0	1 967 001
Luxembourg	95,8	138 000
Congo	90,4	1 388 001
Gabon	90,3	544 000
RDC	77,9	18 695 001
Suisse	68,7	1 431 000
Togo	61,7	1 549 000
Cameroun	61,4	5 078 001
Burkina Faso	38,7	2 370 000
Mali	28,2	1 476 000
Tchad	24,3	1 103 001
Niger	21,9	1 238 000

Source : ODSEF. Estimations obtenues à partir des données des Nations unies (Révision 2012), en utilisant la démarche méthodologique proposée par Harton et coll. (2014).

Poids des jeunes francophones de 15 à 34 ans au sein de l’ensemble de la population francophone

Le poids des jeunes francophones au sein de l’ensemble de la population est important dans la plupart des pays pour lesquels les informations sont disponibles (tableau 3). Comme on peut s’y attendre, la proportion de jeunes parmi les francophones correspond sensiblement au poids démographique des jeunes dans les États et gouvernements où le français est largement répandu. C’est le cas de la France, du Québec et du Luxembourg.

Par ailleurs, plusieurs pays africains ont connu des investissements importants dans le domaine de l’éducation, et ces investissements ont bénéficié aux plus jeunes générations. Ce phénomène s’ajoute au poids démographique des jeunes, déjà très important dans ces pays. De ce fait, alors que les jeunes de 15 à 34 ans représentent autour du tiers de la population dans ces pays, les francophones de ce groupe d’âge représentent de 50 % à 60 % de l’ensemble de la population francophone au Bénin, au Burkina Faso, au Cameroun, dans les deux Congo, en Côte d’Ivoire, au Gabon, au Mali, au Niger et au Togo.

Au Tchad et en Centrafrique, les jeunes francophones de 15 à 34 ans représentent même les deux tiers des populations francophones de ces pays.

Au Rwanda et au Burundi, où seulement 17,4 % et 11,1 % des jeunes de 15 à 34 ans sont définis comme francophones, ces derniers constituent néanmoins près des trois quarts du total des francophones de ces pays (respectivement 73 % et 72,5 %). Le poids des jeunes francophones dans la population francophone totale est tout aussi important dans les pays membres et observateurs d'Europe centrale et orientale, où les francophones comptent souvent à peine pour le dixième de la population. Par exemple, en Bulgarie, à peine 3 % des jeunes de 15 à 34 ans sont francophones (2,9 %), mais ces derniers représentent plus du quart de la population francophone de ce pays (26,2 %). En Roumanie, seulement le dixième de la population jeune (11,3 %) est considéré comme francophone, mais ces derniers représentent plus du tiers de la population francophone de ce pays (34,2 %).

Tableau 3. Pourcentage des jeunes francophones (15 à 34 ans) au sein de la population francophone

Pays	Poids des jeunes francophones de 15 à 34 ans dans l'ensemble de la population francophone (%)	Pays	Poids des jeunes francophones de 15 à 34 ans dans l'ensemble de la population francophone (%)
Guinée	76,2	Canada	28,1
Burundi	73,0	Nouveau-Brunswick	27,7
Rwanda	72,5	Luxembourg	26,6
Centrafrique	65,9	Québec	25,7
Tchad	64,4	Belgique	25,7
Tunisie	50,2	France	25,0

Source : ODSEF. Estimations obtenues à partir des Nations unies (Révision 2012) en utilisant la démarche méthodologique proposée par Harton et coll. (2014).

Ce chapitre a d'abord mis en évidence l'importance du poids démographique des jeunes dans les pays membres et observateurs, tout particulièrement en Afrique, en Asie et dans les Caraïbes. Ce poids contraste avec celui que l'on observe dans les États et gouvernements membres d'Europe et d'Amérique du Nord, où les jeunes représentent en général moins de la moitié de la population. Partout, le poids démographique des jeunes au sein de la population demeure cependant important.

L'idée que l'avenir de la Francophonie repose sur sa jeunesse est plus que jamais illustrée par ces chiffres, qui montrent l'importance des jeunes au sein de la population totale comme au sein de la population dite francophone. Étant donné que, dans les pays africains, c'est la capacité à lire et à écrire le français qui détermine le statut de francophone d'une personne, cela marque bien l'importance de l'éducation de ces jeunes pour la Francophonie.

Chapitre 2. Éducation

Les données sur l'éducation proviennent principalement de l'Institut de la statistique de l'UNESCO, qui recueille des statistiques relatives à l'éducation auprès des sources administratives officielles et notamment pour les différents pays membres de la Francophonie. Ces données ont été complétées, pour le Canada et le Québec, par celles fournies par Statistique Canada et par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). Les indicateurs retenus portent sur les taux de scolarisation des jeunes dans les pays membres et observateurs, sur la parité entre les sexes dans l'accès aux différents niveaux scolaires et sur les performances scolaires (réussite, redoublements et diplomation) et les domaines de diplomation (voir tableaux détaillés en annexe).

Taux brut de scolarisation

Le taux brut de scolarisation (TBS) donne un aperçu du niveau général de participation à un niveau de scolarisation donné. Ce taux s'obtient en divisant le nombre d'élèves (ou étudiants) inscrits à un niveau d'enseignement, quel que soit leur âge, par la population ayant l'âge officiel de scolarisation du même niveau d'éducation. Le TBS permet donc d'apprécier la capacité du système éducatif des pays à inscrire leurs jeunes à chaque niveau d'enseignement.

Taux brut de scolarisation dans l'enseignement secondaire

L'examen du TBS au secondaire selon les données de 2012 montre des inégalités très importantes, qui nous permettent de regrouper les États et gouvernements membres et observateurs de l'OIF en trois groupes : ceux d'Afrique subsaharienne où ce taux est en général très faible, certains de l'Océan indien, des Caraïbes et du Moyen-Orient où il est relativement élevé et enfin ceux d'Europe de l'Ouest et d'Europe centrale et orientale et ceux de l'Amérique du Nord où la scolarisation est généralisée. Dans le premier cas, on retrouve des pays comme le Niger (15,9 %), la République centrafricaine (17,8 %), le Tchad (22,8 %) et le Rwanda (31,8 %); dans le deuxième cas, des pays comme les Comores (73,5 %), le Liban (74 %) et la République dominicaine (75,9 %); dans le troisième cas, des pays comme le Canada (103,4 %), la Belgique (107,3 %) et la France (109,7 %).

Taux brut de diplômés (TBD) de l'enseignement secondaire

Le taux brut de diplômés (TBD) est un indicateur qui désigne le nombre de diplômés, quel que soit leur âge, dans un niveau ou un programme, exprimé en pourcentage de la population ayant l'âge officiel d'obtention du diplôme à ce niveau ou programme. Peu de pays ont des données disponibles sur les TBD pour le secondaire.

Là où ces données sont disponibles, on observe que le taux brut de diplômés est particulièrement faible dans les pays membres d'Afrique et de l'Océan indien. La proportion de diplômés tourne autour du quart de la population totale visée. À l'intérieur de cet ensemble, il existe toutefois quelques contrastes. En premier lieu, on observe des pays où le TBD au secondaire est particulièrement alarmant, à l'exemple de la Centrafrique, du Niger et du Burundi, où ce taux tourne autour de 10 %. On observe ensuite quelques pays où le TBD au secondaire varie entre le quart et le tiers des jeunes concernés à ce niveau de scolarisation (Rwanda, Comores, Bénin, Cameroun). Cette situation globale contraste aussi avec celle des pays membres d'Afrique du Nord, où le TBD au secondaire se situe autour de la moitié des jeunes concernés (50 %), et surtout celle de pays membres de l'Océan indien comme Maurice et Seychelles où le TBD atteint respectivement 89,9 % et 104,4 %¹.

Taux brut de scolarisation dans l'enseignement supérieur

Le TBS au supérieur révèle une situation également fort contrastée entre les pays membres et observateurs d'Afrique, où ce taux n'atteint même pas 10 %, et les États et gouvernements membres et observateurs d'Europe et d'Amérique du Nord, où il dépasse en général 50 %. Entre les deux pôles se trouvent quelques pays du Moyen-Orient (Liban) et de l'Océan indien (Maurice), où les TBS au supérieur approchent les 50 % des effectifs pour l'année considérée (2012).

Les quelques exemples suivants révèlent les fortes inégalités d'accès à l'enseignement supérieur dans la Francophonie.

- TBS au supérieur très faible : pays membres d'Afrique, où en général il n'atteint pas 5 % à l'image du Niger (1,8 %), de la Côte d'Ivoire (4,5 %) ou du Burkina Faso (4,6 %).
- TBS au supérieur un peu plus élevé : certains pays membres de l'Océan indien (Maurice avec 40,3 %) et du Moyen-Orient (Liban avec 46,3 %).
- TBS au supérieur relativement élevé : pays membres d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord, à l'exemple de la Suisse (55,6 %), de la France (58,3 %) et du Canada (58,9 %).
- TBS au supérieur très élevé : pays observateurs d'Europe de l'Est, à l'exemple de l'Estonie (76,7 %), de l'Ukraine (79,7 %) et de la Slovénie (86,1 %).

On peut donc retenir que les défis de l'enseignement supérieur sont particulièrement importants pour la plupart des pays membres et observateurs d'Afrique subsaharienne, où l'éducation universitaire demeure encore réservée à une petite fraction des jeunes. En effet, la très grande majorité des pays africains pour lesquels des données sont disponibles enregistrent un TBS au supérieur inférieur à 10 %. C'est dire aussi combien les écarts

¹ Pour l'Europe et l'Amérique du Nord, les données sont calculées autrement, plus souvent sur la base des taux nets de scolarisation. Elles sont donc peu comparables aux données présentées ici et montrent en général des taux de diplômés de l'enseignement secondaire dépassant les neuf dixièmes de la population, comme dans les pays membres de l'Océan indien cités plus haut.

d'accès à l'éducation au niveau universitaire demeurent encore importants entre les différentes régions de l'espace francophone.

Taux de redoublement

Dès leur entrée dans le système d'enseignement secondaire, les jeunes francophones de 15 ans et plus sont exposés à des taux d'échec scolaire (redoublement) relativement élevés. Si on se réfère aux statistiques de l'UNESCO sur le taux de redoublement en 3^e année du secondaire pour 2012, où l'entrée correspond à peu près aux jeunes de 15 ans, on remarque qu'entre le cinquième et le quart des jeunes sont victimes de redoublement. C'est particulièrement le cas dans les pays d'Afrique subsaharienne comme le Burkina Faso (22,7 %), le Burundi (25,4 %) et le Togo (27,5 %), dans les pays du Maghreb, à l'image du Maroc (28,9 %), et dans les pays de l'Océan indien comme Sao Tomé-et-Principe (33,4 %). Le phénomène de redoublement concerne aussi des pays européens comme le Luxembourg, où il touche 16,6 % des jeunes en 3^e année du secondaire en 2012. Il demeure toutefois en général très faible dans la plupart des pays membres et observateurs de l'Europe, à l'image de la France (3,2 %), de la Suisse (1,7 %) et de la Slovénie (0,1 %). Certains pays membres d'Afrique et du Moyen-Orient se distinguent par un taux de redoublement relativement faible. On peut citer par exemple le Rwanda (1,4 %) et le Qatar (0,3 %).

Les taux de redoublement élevés observés dans les pays d'Afrique, s'ils constituent avant tout un défi pour les jeunes et leurs familles, remettent aussi en question les conditions d'enseignement. En effet, l'échec de l'élève signifie aussi l'échec de l'école à lui transmettre les connaissances nécessaires à la progression en classe supérieure. Le redoublement est d'autant plus préoccupant qu'il est un facteur de démotivation et d'abandon scolaire qui a des effets négatifs sur la probabilité des jeunes d'achever leur cycle de formation et d'obtenir un diplôme.

Taux brut de diplômés (TBD) de l'enseignement supérieur

L'indicateur du taux brut de diplômés (TBD) retenu ici est le taux de diplômés à « l'enseignement supérieur de cycle court » (niveau 5 de la CITE) qui permet d'avoir un peu plus de données pour les pays membres et de tenir compte de la diversité des cycles (général, technique, etc.). Les données disponibles montrent un très faible pourcentage de diplômés dans les pays membres d'Afrique subsaharienne, où le TBD au supérieur n'atteint 5 % dans aucun des pays pour lesquels les données sont disponibles : Burkina Faso, Burundi, Centrafrique, Tchad, Djibouti, Madagascar.

Cette situation contraste avec celle des pays membres d'Europe et d'Amérique du Nord, où les pourcentages varient entre le cinquième et un peu plus du tiers de la population, à l'image de la Belgique (18,8 %), de la Suisse (29,0 %), de la France (36,1 %) et du Canada (35,2 %).

Entre les deux pôles se trouvent quelques pays membres de l’Océan indien (Maurice), du Moyen-Orient (Liban) et d’Afrique du Nord (Égypte), où le TBS varie entre le cinquième et un peu plus du quart des jeunes ciblés à ce niveau de diplomation.

Indice de parité entre les sexes (IPS)

L’indice de parité entre les sexes (IPS) mesure les progrès accomplis sur la voie de la parité entre genres en matière de scolarisation et démontre les opportunités d’apprentissage ouvertes aux filles par rapport aux garçons. Un indice égal à 1 indique une parfaite égalité entre filles et garçons. Des valeurs d’indice inférieures à 1 témoignent d’une inégalité aux dépens des filles et des valeurs supérieures à 1 reflètent une surreprésentation des filles par rapport aux garçons. Cet indicateur est pertinent pour mesurer les progrès accomplis et ceux qui restent à faire pour assurer aux jeunes filles un égal accès à l’éducation. Il permet aussi de comparer les pays sur le chemin qui leur reste à accomplir pour arriver à une telle égalité.

Indice de parité entre les sexes au secondaire

L’analyse de l’IPS pour le TBS au secondaire montre trois cas de figure au sein de l’espace francophone. Le premier est celui des pays membres qui accusent des retards importants en matière de parité entre les sexes aux dépens des filles. On retrouve dans cette situation essentiellement des pays d’Afrique subsaharienne, avec un indice de parité variant entre 0,3 et 0,6. C’est le cas du Burkina Faso, du Burundi, de la Centrafrique, du Tchad, du Congo, de la RDC et du Niger.

Le deuxième cas de figure est celui de pays où la parité n’est pas encore totalement atteinte, mais où les écarts sont assez faibles. Dans ce cas, l’indice tend à varier entre 0,7 à 0,9. On y trouve certains pays d’Afrique subsaharienne (le Cameroun, la Côte d’Ivoire, le Rwanda, le Sénégal), d’Afrique du Nord (le Maroc), de l’Océan indien (Madagascar) et de l’Océanie (Vanuatu).

Le troisième cas de figure regroupe les pays où la parité est atteinte (indice autour de 1), voire même inversée à l’avantage des filles (indice supérieur à 1). Dans cette catégorie, nous retrouvons certains États et gouvernements de l’Océan indien (Maurice, Sao Tomé-et-Principe), d’Afrique du Nord et du Moyen-Orient (Égypte, Tunisie, Liban), de l’Amérique du Nord (Canada, Québec²) et de l’Europe (Belgique, France).

Indice de parité entre les sexes au supérieur

Les pays qui accusent le plus d’inégalités entre garçons et filles dans l’accès au secondaire connaissent des inégalités tout aussi importantes entre les deux sexes au niveau de l’enseignement supérieur (tableau 4). Les données, quoique plus rares que pour

² L’ISQ utilise les données du Ministère de l’Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) qui calcule pour 2009-2010 un taux de scolarisation chez les 15 ans de 95,6 % chez les filles et 95,3 % chez les garçons (ISQ, 2014, p. 89, Tableau 3.2).

le secondaire, montrent aussi trois cas de figure. Le premier est celui des pays où les écarts entre garçons et filles dans l'accès au supérieur sont encore importants à l'avantage des premiers. On y trouve essentiellement des pays d'Afrique, avec un indice IPS inférieur à 0,5, à l'image du Togo, de la Guinée, du Niger, du Mali et de la Mauritanie. Le deuxième cas de figure est celui de pays à faibles écarts et pour lesquels on peut penser qu'une égalité se produira dans les prochaines années. On y trouve encore certains pays d'Afrique (le Rwanda, la Côte d'Ivoire), d'Océan indien (les Comores, Madagascar) et d'Asie (Cambodge), qui affichent un IPS au supérieur compris entre 0,6 et 0,9. Le troisième cas de figure est celui de pays où la parité entre les sexes est atteinte (indice égal à 1) et où l'on observe cette fois une surreprésentation des filles. C'est le cas de certains pays membres de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (Tunisie, Liban), d'Europe (Belgique, France, Suisse) et d'Amérique du Nord (Canada).

Tableau 4. Aperçu de l'indice de parité entre les sexes (2012)

Pays accusant un retard		Pays en voie de rattrapage		Pays ayant comblé le retard	
Niger	0,3	Comores	0,8	Suisse	1,0
Togo	0,3	Rwanda	0,8	Liban	1,1
Guinée	0,4	Côte d'Ivoire	0,8	Belgique	1,3
Mali	0,4	Madagascar	0,9	Maurice	1,3
Mauritanie	0,4	Sao Tomé-et-Principe	0,9	Tunisie	1,6

Source : Institut de la statistique de l'UNESCO (ISU), données extraites le 10 juin 2014.

L'indice de parité entre les sexes révèle donc, dans plusieurs pays francophones d'Afrique, la persistance d'inégalités importantes dans l'accès des filles à l'éducation, tant au secondaire qu'au supérieur. Au niveau du secondaire, bien que les inégalités soient encore importantes dans beaucoup de pays membres d'Afrique, les écarts semblent se réduire, comme on a pu l'observer pour plusieurs pays pour lesquels l'IPS au niveau du secondaire se situe entre 0,7 et 0,9. Au supérieur, les inégalités semblent plus importantes et plus généralisées pour l'Afrique. Quant aux pays membres où ces inégalités aux dépens des filles ont disparu et où émerge même une tendance à la sous-représentation des garçons, tant au secondaire qu'au supérieur, il faut se demander si cette inversion n'est pas un indicateur des phénomènes d'échec et de décrochage scolaire qui ont tendance à toucher davantage les garçons que les filles.

Répartition des diplômés de l'enseignement supérieur

Les dernières données disponibles sur la répartition des diplômés de l'enseignement supérieur montrent une forte concentration de diplomation dans les domaines des sciences sociales, du commerce et du droit, et ce, particulièrement dans les pays membres d'Afrique subsaharienne, d'Océan indien et de l'Europe de l'Ouest.

Tandis que dans les pays d'Afrique du Nord la répartition des diplômés entre les différents domaines semble plus équilibrée (Maroc, Tunisie), dans les pays d'Afrique subsaharienne, c'est entre le tiers et les deux tiers des diplômés qui sont en sciences sociales, en commerce et en droit. Cette proportion de diplômés dans ce domaine varie de 30 à 40 % dans des pays membres comme le Tchad, le Niger et le Burundi, pour atteindre plus de 40 à 60 % au Burkina Faso, au Bénin, au Rwanda et au Cameroun. Il en est ainsi aussi dans les pays membres de l'Océan indien, où près de la moitié des diplômés étaient concentrés dans ce domaine en Maurice (41,9 %), aux Comores (54,2 %) et à Madagascar (59,2 %). La concentration des diplômés dans ce domaine était aussi importante chez les pays membres d'Asie, avec des variations du tiers au deux tiers selon les pays, entre le Vietnam (33,6 %), le Laos (43,4 %) et le Cambodge (66,2 %).

Dans les pays d'Europe de l'Ouest, c'est autour du tiers des diplômés (30 à 40 %) qui relèvent des sciences sociales, du commerce et du droit. C'est le cas des pays comme l'Autriche, la Belgique, la Grèce et la Suisse, alors que cette proportion se rapproche des 50 % pour la France, le Luxembourg et Chypre. Au Canada, c'est le tiers des étudiants qui sont diplômés dans ces domaines.

Après les sciences sociales, le commerce et du droit, dans les pays membres d'Afrique du Nord et subsaharienne, ce sont les sciences qui semblent attirer le plus de diplômés, suivis du secteur de l'ingénierie et de la transformation. Dans les pays membres d'Afrique du Nord, c'est autour du cinquième des diplômés qui appartiennent à ces deux domaines, tandis qu'en Afrique subsaharienne on note des proportions plus faibles de diplômés en ingénierie et transformation. Le pourcentage de diplômés ne dépasse pas 5 % dans quatre pays sur les huit pour lesquels les données sont disponibles, et il n'atteint 10 % que dans deux pays sur huit, soit au Rwanda (11,2 %) et à Djibouti (18,7 %).

Le pourcentage de diplômés en sciences semble un peu plus élevé pour ces pays d'Afrique subsaharienne, avec toutefois quelques pays où des efforts restent encore à accomplir, comme au Bénin et au Niger où, en 2012, seulement 3,9 % et 4,3 % des diplômés sont en sciences. Les mêmes commentaires valent pour l'Océan indien, où en dehors des Seychelles, les pays membres comptent moins de 10 % de diplômés en ingénierie et transformation. Ces régions d'Afrique du Nord, d'Afrique subsaharienne et de l'Océan indien ont donc plus de diplômés en sciences qu'en ingénierie et transformation, avec toutefois une situation plus équilibrée chez les pays membres d'Afrique du Nord.

Dans les pays membres d'Europe, on observe l'inverse, avec une plus grande concentration des diplômés en ingénierie et transformation par rapport aux sciences dans tous pays sauf au Luxembourg. La situation au Canada est plus équilibrée, avec un pourcentage égal des diplômés dans les deux domaines (10 %).

Le domaine de l'agriculture semble celui qui concentre le moins de diplômés, et ce, particulièrement en Afrique subsaharienne, où le pourcentage de diplômé n'atteint même pas 5 % dans cinq des sept pays pour lesquels les données sont disponibles. Dans des

pays comme le Bénin, le Burkina Faso et le Cameroun, on compte d'ailleurs moins de 1 % de diplômés de l'enseignement supérieur dans ce domaine. Dans les pays membres d'Afrique du Nord aussi, on compte moins de 2 % de diplômés en agriculture, une situation presque similaire dans les pays membres de l'Océan indien.

L'examen des données sur l'éducation montre une situation extrêmement contrastée.

Pour les États et gouvernements membres d'Europe et d'Amérique du Nord, d'énormes progrès ont été accomplis en matière de scolarisation, de diplomation des jeunes au secondaire et d'accès des filles à l'éducation. Alors que la situation dans les pays membres d'Afrique du Nord et de l'Océan indien semble s'améliorer, on observe que beaucoup de progrès restent encore à accomplir pour les pays membres d'Afrique subsaharienne. Les taux de redoublement élevés dans plusieurs pays demandent un examen plus poussé des données pour comprendre les facteurs favorisant l'échec scolaire.

Pour ce qui est de la répartition des diplômés de l'enseignement supérieur entre les différents domaines, on observe une grande concentration des diplômés en sciences sociales, en commerce et en droit dans tous les pays. Pour les membres d'Europe et d'Amérique, l'ingénierie et la transformation arrivent en deuxième position, alors que pour les membres d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne, ce sont les sciences. Dans les pays d'Afrique subsaharienne, on observe moins de 5 % de diplômés en ingénierie.

Chapitre 3. Emploi et marché du travail

Les chiffres utilisés dans ce chapitre proviennent de l'Organisation internationale du travail (OIT) qui, en plus de ses propres données et projections (Laborstat), utilise les données de l'OCDE, de la Banque mondiale et des offices nationaux de la statistique de ses pays membres (voir tableaux détaillés en annexe). Nous avons aussi utilisé les données de la Banque mondiale, de Statistique Canada et de l'Institut de la statistique du Québec (les sources sont alors spécifiées dans chacun des cas). Ces données montrent que, dans la plupart des pays membres, le chômage des jeunes est un phénomène qui sévit avec ampleur et persistance. Aussi bien pour les pays membres à économies dites développées que ceux à économies dites en développement, des taux de chômage à deux chiffres frappent les jeunes plus que toutes les autres catégories.

Taux de chômage chez les jeunes de 15 à 24 ans

Les derniers chiffres recueillis par l'OIT (Laborstat) montrent que dans les pays membres de la Francophonie, c'est environ un jeune de 15 à 24 ans sur quatre qui est au chômage³. Aussi bien les jeunes des pays à économies développées que ceux vivant dans les pays à économie moins développée sont frappés de plein fouet par le phénomène du chômage. Dans les pays francophones à économie développée comme le Canada, la Belgique et la France, le chômage touche environ un cinquième des jeunes de 15 à 24 ans (respectivement 14,8 %, 22,4 %, et 22,5 %).

Dans les pays membres d'Afrique du Nord, le taux de chômage des jeunes est aussi très élevé, puisqu'il touche entre le cinquième et près du tiers des jeunes de 15 à 24 ans au Maroc, en Égypte et en Tunisie (respectivement 21,9 %, 24,8 % et 30,7 %). Le taux de chômage chez les jeunes est tout aussi élevé, voire plus, dans certains pays membres d'Afrique subsaharienne tels que le Sénégal et le Gabon (14,8 % et 41,2 %) ou de l'Océan indien, à l'image des Seychelles, de Maurice et de Sainte-Lucie (respectivement 20,3 %, 23,4 % et 40,8 %).

C'est en Amérique du Nord que le chômage des jeunes semble de moindre ampleur (14,8 % au Canada et 10,3 % au Québec⁴). Pour les pays membres d'Afrique subsaharienne, il importe de noter que le chômage semble dans plusieurs cas sous-

· Bien que l'âge de 15 ans paraisse trop jeune, il permet de respecter la définition internationale adoptée depuis 1982 par le Bureau international du travail, qui considère comme chômeur une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) et répondant simultanément aux trois critères suivants : 1) être sans emploi, 2) être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et 3) avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois. Les jeunes non disponibles pour occuper un emploi pour des raisons de scolarisation sont donc exclus d'office de la population au chômage.

· Pour le Québec, il s'agit du taux de chômage chez les 20 à 24 ans et non chez les 15 à 24 ans. Les données proviennent du rapport de l'ISQ (2014, p. 60, tableau 2.5).

estimé, ce qui est tout aussi inquiétant. Ainsi, le taux de chômage chez les jeunes de 15 à 24 ans était estimé à moins de 5 % pour plusieurs pays, dont le Bénin, le Burundi, le Burkina Faso, Madagascar et le Niger.

Ratio du taux de chômage des jeunes comparé à celui des adultes

Le ratio du taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans par rapport à celui des adultes de 25 ans et plus permet de mesurer l'ampleur de ce phénomène, qui frappe davantage les jeunes⁵ (tableau 5). Cette surexposition des jeunes au chômage semble plus forte dans trois cas de figure : les pays membres et observateurs d'Asie, où dans certains cas les jeunes de 15 à 24 ans sont quatre fois plus exposés au chômage que les adultes (c'est le cas au Laos et en Thaïlande, où les jeunes sont respectivement 5,6 fois et 6,1 fois plus exposés), les pays membres de l'Océan indien comme Sao Tomé-et-Principe ou Maurice (5 à 4 fois dans ces pays) et les pays membres d'Afrique du Nord comme le Maroc, la Tunisie et l'Égypte, où les jeunes sont 3 à 5 fois plus exposés que les adultes au chômage.

Dans les pays membres d'Europe de l'Ouest et au Canada, les jeunes sont 2 à 3 fois plus exposés au chômage que ceux de 25 ans et plus, tout comme dans les pays membres d'Afrique subsaharienne.

Tableau 5. Ratio du taux de chômage chez les jeunes (15 à 24 ans) sur celui des adultes (25 ans et plus)

Pays	Ratio du taux de chômage	Pays	Ratio du taux de chômage	Pays	Ratio du taux de chômage
Thaïlande	6,1	Grèce	3	Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	2,4
Égypte	5,8	Maroc	3	Bosnie-Herzégovine	2,3
Laos	5,6	Serbie	3	Burkina Faso	2,3
Qatar	5,1	Tunisie	3	Slovénie	2,3
Sao Tomé-et-Principe	5,1	Centrafrique	2,9	Canada	2,2
Maurice	4,5	France	2,9	Estonie	2,2
Niger	4,2	Pologne	2,9	Lituanie	2,1
Luxembourg	3,8	Seychelles	2,9	Monaco	2
Roumanie	3,8	Rép. dominicaine	2,7	Ghana	1,9
Haïti	3,6	Hongrie	2,7	Suisse	1,9
Cap-Vert	3,4	Slovaquie	2,7	Sénégal	1,8
Croatie	3,4	Sainte-Lucie	2,6	Burundi	1,7
Belgique	3,2	Bulgarie	2,5	Rwanda	1,5
Cambodge	3,2	Géorgie	2,5	Bénin	1,3
Gabon	3,2	Albanie	2,4	Madagascar	0,8
Vietnam	3,1	Arménie	2,4		

Source : OIT, indicateurs clés du marché du travail (KILM), données extraites en juillet 2014.

⁵ Il est important de noter que les adultes sont ici les personnes de 25 ans et plus. Le taux calculé englobe donc en partie les populations considérées comme jeunes dans cette étude.

Poids des jeunes dans la population totale au chômage

Cet indicateur permet d'apprécier la part réelle des jeunes dans la population totale au chômage et atténue les biais liés à la sous-estimation du phénomène de chômage, fréquente comme on l'a vu dans plusieurs pays (tableau 6). Ainsi, quel que soit le niveau de sous-estimation du chômage, on constate que les jeunes de 15 à 24 ans représentent entre la moitié et les deux tiers de la population totale au chômage dans les pays d'Afrique du Nord comme le Maroc (40,9 %) et l'Égypte (62,9 %), ceux d'Afrique subsaharienne comme le Burkina Faso (52,9 %), le Niger (63,8 %) ou le Cap-Vert (66,4 %), ceux de l'Océan indien comme Maurice (41,7 %), Sao Tomé-et-Principe (66,7 %) et ceux de l'Asie comme le Vietnam (46,2 %) et le Laos (56,8 %).

Tableau 6. Poids des jeunes (15 à 24 ans) dans la population totale au chômage

Pays	Poids des jeunes dans la population totale au chômage	Pays	Poids des jeunes dans la population totale au chômage	Pays	Poids des jeunes dans la population totale au chômage
Sao Tomé-et-Principe	66,7	Burundi	41,3	Madagascar	24,1
Cap-Vert	66,4	Gabon	41,2	Belgique	23,6
Niger	63,8	Maurice	41,0	Suisse	23,2
Égypte	62,9	Maroc	40,9	Géorgie	22,5
Laos	56,8	Sainte-Lucie	40,1	Slovaquie	21,2
Burkina Faso	52,9	Ghana	36,1	Serbie	20,9
Cambodge	52,3	Bénin	32,9	Estonie	20,2
Qatar	48,3	Croatie	30,4	Luxembourg	19,9
Thaïlande	48,1	Ukraine	29,4	Slovénie	18,6
Vietnam	46,2	Arménie	29,0	Bulgarie	18,0
Rwanda	45,3	Canada	28,7	Grèce	17,5
Rép. dominicaine	44,4	Roumanie	28,1	Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	16,9
Haïti	42,6	Centrafrique	27,3	Hongrie	16,7
Seychelles	42,6	Bosnie-Herzégovine	25,8	Lituanie	15,6
Tunisie	42,3	France	25,2	Monaco	7,0
Sénégal	42,0	Pologne	24,3		

Source : OIT, indicateurs clés du marché du travail (KILM), données extraites en juillet 2014.

Les pays membres de l'Europe ne sont pas en reste puisque les mêmes données montrent que les jeunes de 15 à 24 ans représentent le quart de la population totale au chômage dans les pays comme la France (25,2 %), la Belgique (23,6 %) et la Suisse (23,2 %).

De plus, même dans les contextes où le chômage semble faible, les jeunes restent particulièrement exposés sitôt qu'on s'intéresse à leur poids au sein de la population totale au chômage. À titre d'exemple, alors que le Canada est l'un des pays membres où le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans est le moins élevé (14,8 %), rapporté à la

population totale des chômeurs, ces jeunes constituent néanmoins plus du quart (28,7 %) de la population au chômage. Au Vietnam, les mêmes données estiment le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans à 4,6 %, mais rapporté à la population totale des chômeurs, ils représentent près de la moitié des chômeurs (46,2 %). Au Maroc, le taux de chômage des jeunes en 2009 était estimé à 21,9 %, alors qu'à la même période, les jeunes de 15-24 ans représentaient 40,9 % de la population totale au chômage. C'est aussi le même phénomène que montrent les données sur les pays africains présentés dans ce chapitre. Alors que le chômage des jeunes est très sous-estimé dans des pays comme le Burkina Faso et le Niger (moins de 5 % dans ce pays), les jeunes forment plus de la moitié de la population au chômage, soit respectivement 52,9 % et 63,8 %.

Taux de chômage des 15 à 24 ans selon le sexe

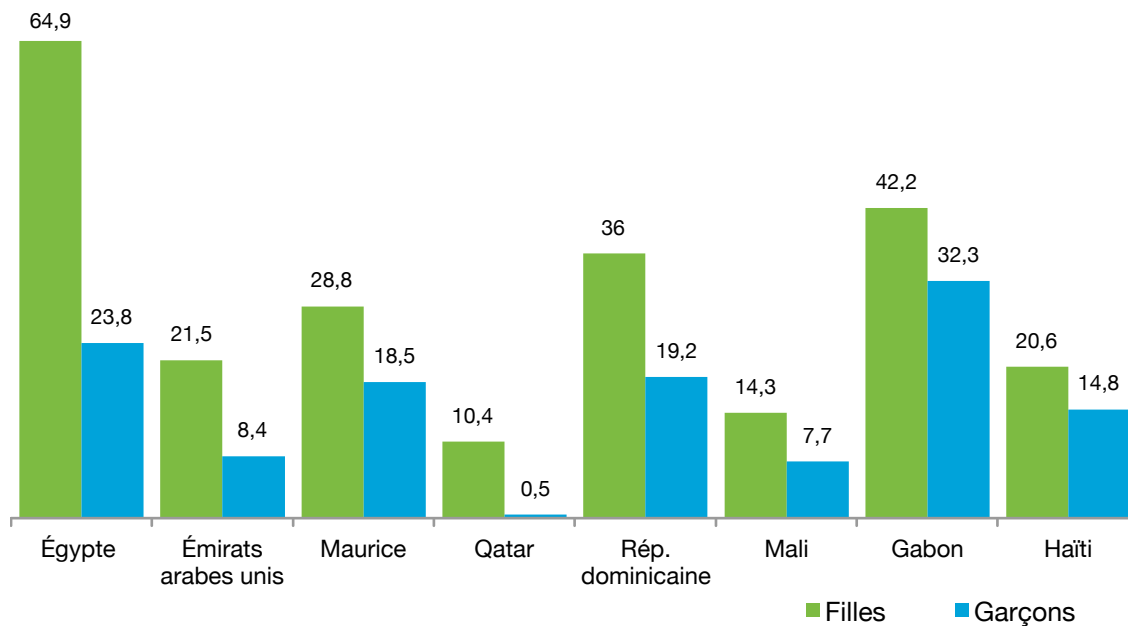
Les données de 2012 sur le taux de chômage chez les 15 à 24 ans selon le sexe montrent que, dans la plupart des pays membres et observateurs de la Francophonie, le phénomène touche de plein fouet les garçons comme les filles. Dans la majorité des pays, en effet, les écarts sont peu importants et peuvent même être à l'avantage des filles. C'est le cas au Canada, où le taux de chômage chez les filles était à 12,6 %, contre 15,9 % chez les garçons. La même situation s'observe aussi pour le Québec (9,5 % en 2012 chez les filles de 15 à 29 ans, contre 13,1 % chez les garçons du même âge).

Le chômage touche aussi avec la même ampleur les jeunes filles et garçons dans les pays membres d'Europe comme la France (respectivement 23,6 % et 23,8 %), la Suisse (8,1 % et 8,8 %), la Belgique (18,9 % et 20,5 %), tout comme ceux d'Afrique subsaharienne, à l'exemple du Cameroun (7,4 % et 6,5 %), de la Côte d'Ivoire (5,2 % et 6,6 %), de même que d'Afrique du Nord comme au Maroc (15,7 % et 18,0 %) et en Tunisie (27,2 % et 30,2 %).

Il y a quelques situations où les garçons semblent plus exposés au chômage que les filles, comme en Belgique, au Burkina Faso ou en Mauritanie. Cette surexposition pourrait toutefois indiquer une moindre présence des filles sur le marché du travail ou une plus importante renonciation à chercher un emploi, comme il est fréquent de le constater à la suite d'une longue période de chômage. À titre d'exemple, les données montrent qu'en Mauritanie le taux de chômage est estimé en 2012 à 48,0 % chez les garçons alors qu'il est à 38,2 % chez les filles. Ces dix points de pourcentage en faveur des filles s'expliquent par une moindre présence de ces dernières sur le marché du travail plutôt que par un marché de l'emploi plus favorable aux filles qu'aux garçons.

En fait, les écarts sont surtout marqués dans les situations où les filles sont davantage exposées au chômage que les garçons, et ce sont ces situations qui sont les plus préoccupantes. Ainsi, en 2012, dans plusieurs pays, les écarts entre les deux sexes dépassent dix points de pourcentage (figure 1).

Figure 1. Aperçu du taux de chômage chez les jeunes (15 à 24 ans) selon le sexe (2012)



Source : OIT (2012), estimation modélisée, données extraites en juillet 2014.

Le taux de chômage des jeunes demeure très élevé dans la plupart des pays membres, presque indépendamment des niveaux d'économie et des zones géographiques. Il semble toucher aussi bien les filles que les garçons, avec toutefois des écarts plus accentués dans certains pays, où ce sont les filles qui sont les plus exposées.

Dans plusieurs pays membres d'Afrique, il se produit un phénomène de sous-estimation du chômage des jeunes, qui peut être tout aussi inquiétant que le chômage lui-même.

En attendant l'amélioration des méthodes de collecte, les indicateurs présentés tels que le ratio du chômage des jeunes sur celui des adultes ou le poids des jeunes dans la population totale au chômage montrent que, même là où le taux de chômage des jeunes est sous-estimé et là où il semble relativement faible (comme au Canada et au Vietnam), les jeunes forment une grande partie de la population totale au chômage et sont dans bien des cas au moins deux fois plus exposés au chômage que les plus âgés.

Chapitre 4. Accès des jeunes aux moyens d'information et de communication

La connaissance des moyens utilisés par les jeunes pour accéder à l'information est importante, puisqu'elle conditionne l'efficacité des stratégies de communication qui sont mises place en vue de les rejoindre en matière de sensibilisation et de politiques publiques dans les domaines de la santé et de l'éducation, entre autres. Aussi, à l'heure où le numérique envahit toutes les sphères de la vie (communication, éducation, travail, culture, consommation, etc.), il est essentiel de faire l'état des lieux de l'accès des jeunes à ces nouvelles technologies dans l'espace francophone. C'est tout particulièrement le cas dans le contexte africain, où les nouvelles technologies sont en train de créer une nouvelle catégorie d'illettrés appelée communément « analphabètes numériques ». Les données recueillies sur ce thème proviennent de l'Union internationale des télécommunications (UIT), de l'Enquête sociale européenne (ESS), de l'Afrobaromètre, de l'Enquête démographique et de santé (EDS), de Statistique Canada et de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) (voir tableaux détaillés en annexe).

L'accès aux moyens d'information et de communication, notamment dans leur format numérique, constitue un enjeu pour les jeunes francophones, tout particulièrement dans les pays moins développés où peu de foyers ont accès aux nouvelles technologies de l'information. Après la présentation de l'état des lieux touchant l'accès aux technologies d'information et de communication (TIC) pour l'ensemble des États et gouvernements membres et observateurs de l'OIF, une seconde partie est consacrée au cas des jeunes des pays francophones du Sud où cet accès constitue un grand défi.

Accès au numérique (ordinateur et Internet)

L'accès des jeunes aux TIC dépend d'abord de l'accessibilité de ces technologies dans les pays où ils vivent et dans les foyers où ils habitent. Avant même l'usage d'Internet ou des réseaux sociaux, l'accessibilité à un ordinateur chez les jeunes est un indicateur de haute importance, puisqu'il s'agit de l'outil numérique par excellence qui sert aujourd'hui aussi bien pour la communication et l'éducation que pour l'emploi. De plus, l'éducation aux technologies numériques doit se faire de plus en plus tôt pour qu'entre 15 et 34 ans les jeunes puissent utiliser pleinement les opportunités qu'offre chacune de ces technologies, d'où l'importance que les jeunes se familiarisent avec l'ordinateur.

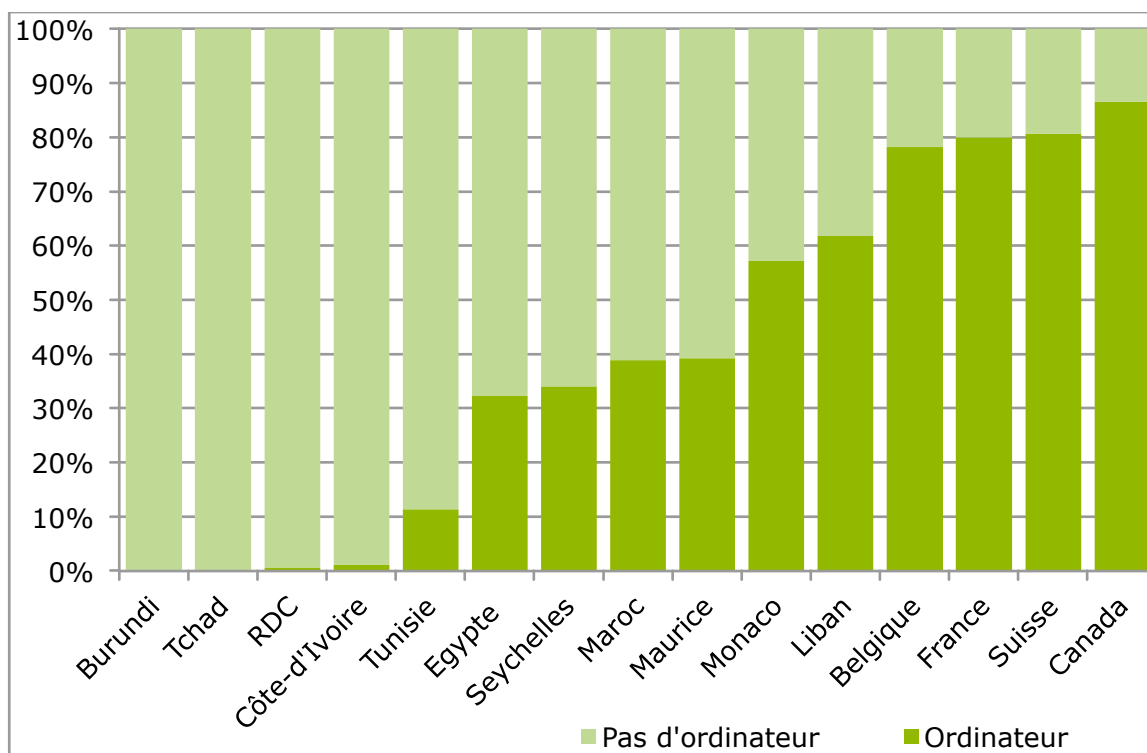
Accès à l'ordinateur dans les foyers francophones

En ce qui a trait à la disponibilité des moyens de communication, et tout particulièrement à l'ordinateur, les pays francophones d'Afrique subsaharienne accusent des retards importants. Dans les deux tiers des pays pour lesquels des données ont pu être colligées (12 pays sur 18), moins de 5 % des foyers possèdent un ordinateur. Dans plus de la moitié de ces pays (dans sept pays sur douze), c'est moins de 2 % des foyers qui disposent d'un ordinateur au foyer. Ces pays sont le Burundi, le Tchad, le Congo, la Côte d'Ivoire, la Guinée, Madagascar et le Niger (figure 2).

À l'opposé de ces pays d'Afrique subsaharienne, les pays membres d'Amérique du Nord et d'Europe comptent en moyenne entre 80 et 90 % des foyers disposant d'un ordinateur. Entre ces deux extrêmes, dans certains pays membres d'Afrique du Nord (Tunisie, Égypte, Maroc) et de l'Océan indien (Maurice, Seychelles), on estime qu'entre 20 et 45 % des foyers possèdent un ordinateur.

C'est donc dire que la fracture numérique au sein des pays membres de la Francophonie commence à se dessiner très tôt, dès l'accès des foyers à l'ordinateur, avec au bas de l'échelle les pays francophones d'Afrique subsaharienne où, en général, moins de 5 % des foyers disposent d'un ordinateur.

Figure 2. Aperçu de l'accès à l'ordinateur au foyer (2012)



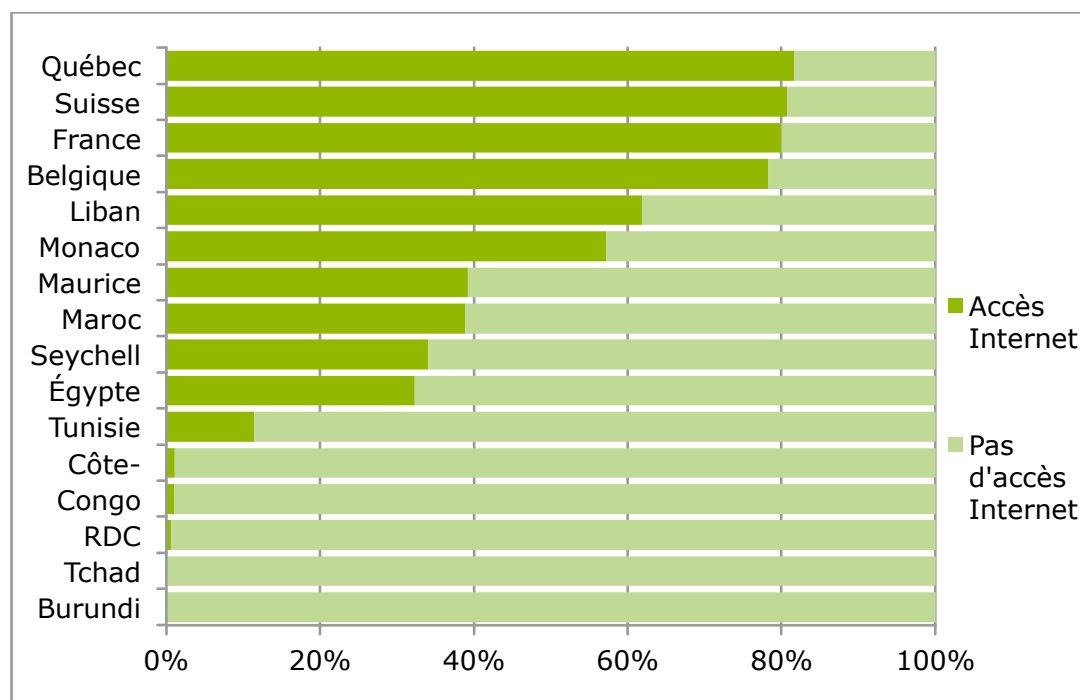
Source : Union internationale des télécommunications, données extraites en juillet 2014.

En Europe, les pays d'Europe centrale et orientale disposent, dans de moins grandes proportions, de foyers possédant un ordinateur (50 à 70 %) comparativement aux pays d'Europe de l'Ouest comme la Belgique, la France, le Luxembourg, la Suisse où les proportions atteignent plus de 80 %.

Accès à Internet dans les foyers francophones

Dans 15 des 18 pays d'Afrique subsaharienne pour lesquels des données ont pu être recueillies, ce sont 2 % et moins des foyers qui ont accès à Internet (figure 3). Les trois cas d'exception sont le Cap-Vert (10,4 %), le Gabon (6,0 %) et le Sénégal (4,5 %). Ainsi, la grande majorité des foyers dotés d'un ordinateur ne sont pas branchés à Internet. Par exemple, au Cameroun, 7,2 % des foyers disposent d'un ordinateur à la maison alors qu'ils ne sont que 1,9 % à avoir Internet à la maison. À Djibouti, ce sont 13 % des foyers qui disposent d'un ordinateur alors que seulement 1,7 % ont une connexion Internet à la maison.

Figure 3. Aperçu de l'accès à Internet au foyer (2012)



Source : Union internationale des télécommunications, données extraites en juillet 2014.

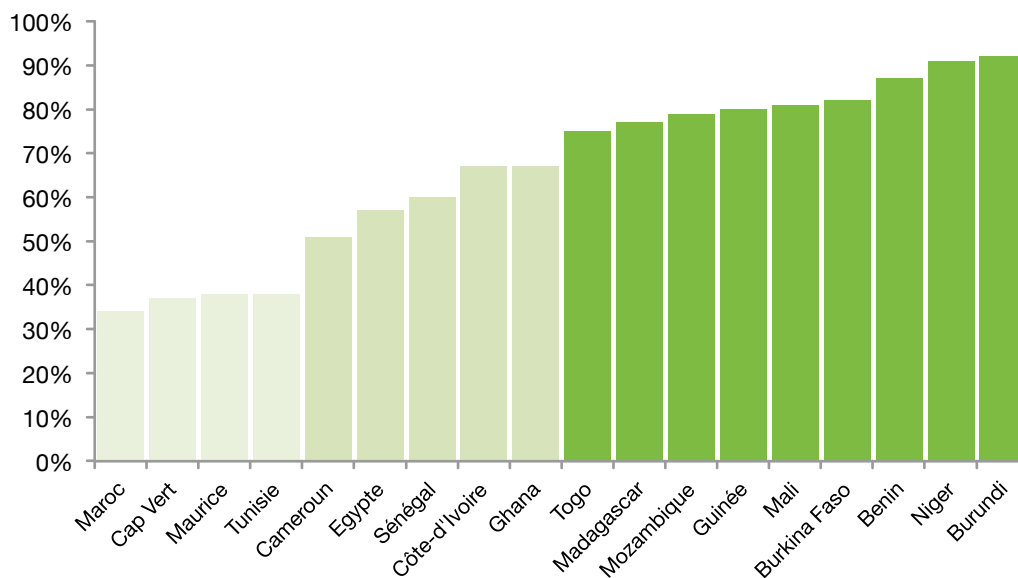
Le Luxembourg se hisse au premier rang des États membres et observateurs de la Francophonie pour la disponibilité de l'Internet dans les foyers (93,0 %), suivi du Canada, du Québec et de l'ensemble des pays de l'Europe de l'Ouest au sein desquels plus de 4 foyers sur 5 sont branchés à Internet. Dans les pays francophones du Sud, seuls quelques pays d'Afrique du Nord et Moyen-Orient (Liban, Maroc et Égypte) et de l'Océan indien (Maurice et Seychelles) semblent demeurer dans la course au numérique avec, dans chacun de ces pays, plus du tiers des foyers qui sont branchés à Internet.

Si, dans la Francophonie européenne et nord-américaine, l'accès des jeunes au numérique ne constitue pas une préoccupation en raison de la présence d'ordinateurs et d'Internet dans la majorité des foyers, dans le reste de la Francophonie, et particulièrement en Afrique, la fracture numérique est très importante. La forte proportion de foyers sans ordinateur et sans Internet à la maison se traduit ainsi par un accès très limité des jeunes à des outils de communication et d'information qui sont désormais incontournables. Pour cette raison, la prochaine section sera uniquement consacrée aux régions où l'accès au numérique dans les foyers accuse un retard.

Fréquence d'utilisation d'Internet par les jeunes de 15 à 29 ans en Afrique

Les données d'Afrobaromètre (enquête 2010-2012) indiquent la fréquence d'utilisation des jeunes de 15 à 29 ans à Internet et illustrent, pour l'essentiel, les tendances observées plus haut concernant l'accès des foyers francophones à Internet (figure 4). Ainsi, dans la moitié des pays francophones d'Afrique (9 sur 18) pour lesquels des données ont été colligées, ce sont au moins 75 % des jeunes de 15 à 29 ans qui affirment n'avoir jamais accès à Internet. Ces chiffres dépassent même les 90 % au Niger et au Burundi. Pour près du tiers de ces pays (5 sur 18), c'est entre la moitié et les deux tiers des jeunes qui affirment ne jamais utiliser Internet.

Figure 4. Proportion de jeunes (15 à 29 ans) ayant répondu « jamais » à la question : « À quelle fréquence avez-vous accès à Internet? »

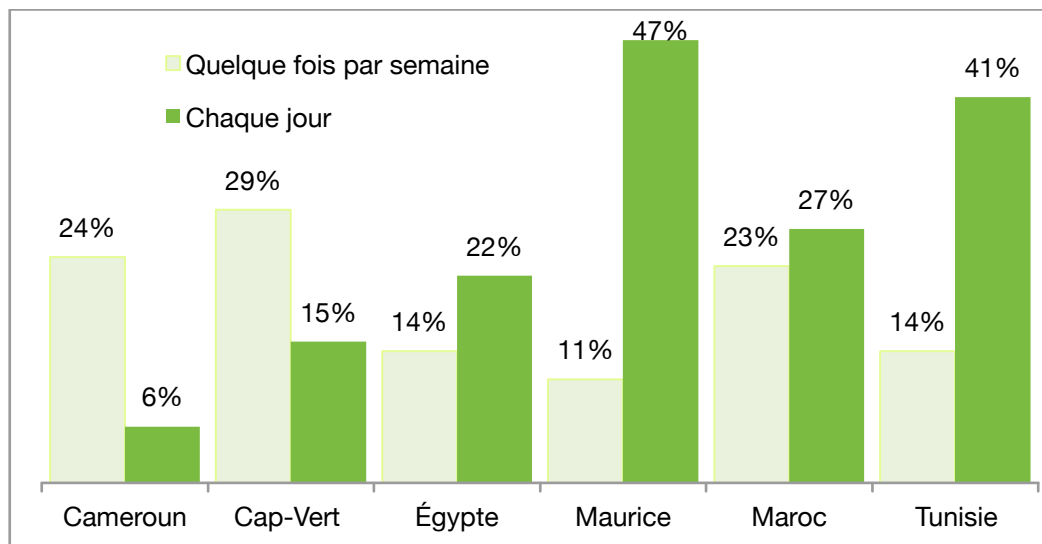


Source : Afrobaromètre, enquête 2010-2012 (round 5), données extraites en juillet 2014.

L'accès à Internet est si limité que même dans les pays africains membres de la Francophonie où l'accessibilité est la plus grande, ce sont tout de même le tiers des jeunes qui n'ont jamais accès à Internet. Au Maroc, en Tunisie et à Maurice, ces proportions atteignent respectivement 34 % et 38 % pour les deux derniers.

Quant à l'accès quotidien à Internet (figure 5), on note, en Tunisie et à Maurice, une proportion significative de jeunes ayant accès quotidiennement à Internet : 47 % des jeunes Mauriciens et 41 % des jeunes Tunisiens déclarent avoir accès à Internet chaque jour.

Figure 5. Quelques pays où au moins le tiers des jeunes (15 à 29 ans) ont accès à Internet sur une base hebdomadaire ou quotidienne



Source : Afrobaromètre, enquête 2010-2012 (round 5), données extraites en juillet 2014.

Proportions de jeunes n'ayant pas accès aux médias

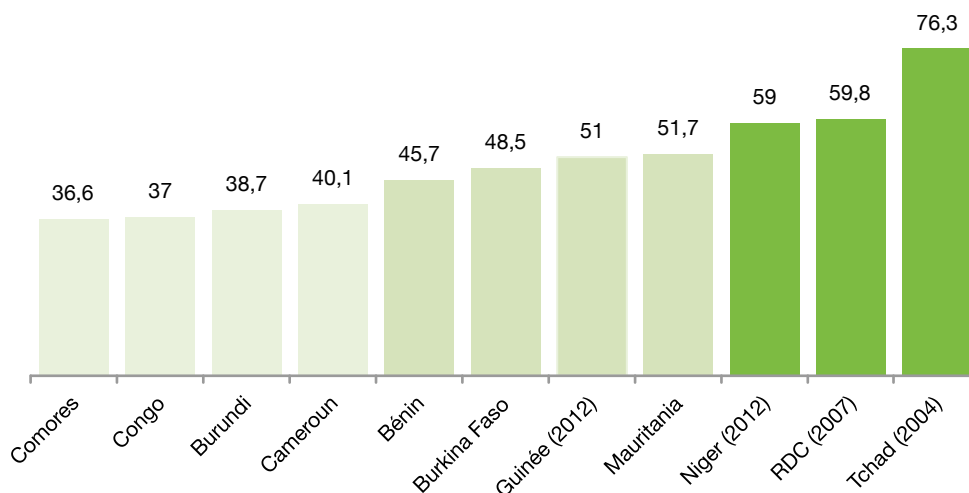
Dans plusieurs pays, la radio, la télévision et les journaux demeurent encore les principaux moyens d'information publique pour rejoindre les jeunes, particulièrement pour les questions de santé publique. Comme ces questions ont une dimension sexo-spécifique importante, du fait des besoins spécifiques des jeunes filles et du fait que celles-ci sont déjà désavantagées dans l'accès à l'éducation, nous nous sommes intéressés pour cet indicateur spécifiquement à l'accès des jeunes filles aux médias. L'Enquête démographique et santé (EDS) a interrogé justement les jeunes femmes concernant ces trois médias dans les pays africains. Les résultats indiquent qu'une importante proportion d'entre elles n'a accès à aucune de ces trois sources d'information. Cette situation est problématique pour tous les jeunes, mais l'est particulièrement pour les femmes, qui présentent des indicateurs défavorables en matière d'éducation, comme nous l'avons vu dans le chapitre 2 : en dehors du système d'éducation, ces trois outils d'information sont en effet les principaux moyens d'accès à l'information publique.

Les données permettent de classer les pays en trois catégories (figure 6).

- Des pays membres où c'est un peu plus du tiers des jeunes femmes (entre 30 % et 40 %) qui n'ont accès à aucun moyen d'information (radio, journaux, télévision). On peut citer en exemple, le Burundi, le Cameroun, le Congo, les Comores.

- Des pays membres où c'est près de la moitié des jeunes femmes qui n'ont pas accès aux médias (45 % à 55 %). C'est le cas au Bénin, au Burkina Faso, en Guinée, en Mauritanie, au Mozambique, au Togo.
- Des pays où ce sont près des deux tiers des femmes qui n'ont accès à aucun moyen d'information (55 % à 80 %) comme le Niger, la RDC, le Tchad.

Figure 6. Aperçu de la proportion (%) de jeunes femmes (15 à 34 ans) n'ayant pas accès aux médias d'information dans quelques pays d'Afrique



Source : Enquête démographique et de santé (EDS)

Si l'absence d'accès aux moyens d'information touche toutes les catégories d'âge, on observe cependant quelques nuances. Dans les différents pays concernés, les jeunes de 15 à 19 ans semblent moins touchés que les autres catégories d'âge. C'est le cas au Togo surtout, mais aussi en Côte d'Ivoire et au Sénégal.

L'analyse de l'accès au numérique des jeunes révèle d'importants écarts séparant, d'une part, les États et gouvernements membres et observateurs de la Francophonie d'Europe et de l'Amérique du Nord et, d'autre part, ceux d'Afrique et de l'Océan indien. Ces écarts montrent que la question de la fracture numérique est vraiment d'actualité. Si les pays d'Afrique du Nord et certains de l'Océan indien sont en train de réduire les écarts, en Afrique subsaharienne, le faible pourcentage de foyers francophones disposant d'un ordinateur, auquel s'ajoute la faible fréquence d'utilisation d'Internet par les jeunes de ces pays, montre l'urgence d'agir.

L'exemple du faible accès des jeunes femmes africaines aux médias (radio, télévision, journaux) va au-delà de la fracture numérique et témoigne du fossé qui sépare les jeunes du Sud et du Nord en matière d'information et de communication.

Chapitre 5. Mariage, fécondité et perceptions des jeunes à l'égard du VIH

Les données de ce chapitre sont tirées de la base de données de la Division des statistiques des Nations unies ainsi que de l'Enquête démographique et de santé (EDS) qui permettent d'obtenir des statistiques sur la nuptialité et la fécondité chez les jeunes ainsi que sur les intentions de fécondité. Ces sources ont été complétées par les données de Statistique Canada et de l'Institut de la statistique du Québec pour l'Amérique du Nord. Les aspirations des jeunes sont analysées ici par le biais de la nuptialité, des taux de fécondité et de la taille idéale de la famille (voir tableaux détaillés en annexe).

Proportions de jeunes femmes mariées par tranche d'âge

Si on se réfère aux données compilées par la Division de la statistique des Nations unies de 2011 (voir Nations unies, 2011, note méthodologique), on constate qu'à l'instar des autres pays du monde, dans la majorité des pays francophones, l'âge légal au mariage se situe autour de 18 ans. Dans quelques cas, les jeunes peuvent se marier légalement aussi précocement qu'à l'âge de 15-16 ans, et le font souvent dans les faits. Citons par exemple Andorre (16 ans), le Cameroun, le Tchad, la RDC, le Mali et le Niger (15 ans chacun) et la Guinée équatoriale (12 ans). L'entrée précoce des femmes dans la vie conjugale les expose davantage aux risques d'abandon scolaire et de mortalité maternelle et infantile.

Si l'âge légal au mariage présente peu de différences selon les pays ou selon le sexe, les proportions de jeunes femmes effectivement mariées varient, elles, considérablement (tableau 7). Dans les pays francophones d'Europe de l'Ouest (Belgique, France, Luxembourg, Suisse) et d'Amérique du Nord (Canada, Nouveau-Brunswick, Québec), la proportion de jeunes filles mariées chez les 15 à 19 ans est très faible (en général moins de 1 %). En Europe centrale et orientale, ces proportions oscillent entre 4 et 8 % pour la plupart des pays membres et observateurs.

En Asie, ces proportions sont de l'ordre de 10 %, comme au Vietnam (9,7 %) et en Thaïlande (10,7 %), tout comme dans certains pays d'Afrique du Nord, comme au Maroc (10,7 %) et en Égypte (13,1 %). Les proportions les plus élevées de jeunes filles mariées de moins de 20 ans se trouvent au sein des pays membres d'Afrique subsaharienne et de l'Océan indien où c'est, dans certains cas, entre le quart et le tiers de celles-ci qui sont mariées. C'est le cas au Cameroun (24,2 %), au Burkina Faso (31,5 %), en Guinée (35,6 %) comme à Madagascar (33,7 %). Ces proportions atteignent 1 jeune femme sur 2 dans certains pays, comme on peut l'observer au Mozambique (41,6 %), au Tchad (42,6 %), au Mali (50,4 %) ou au Niger (59 %).

Tableau 7. Aperçu du pourcentage de jeunes femmes mariées selon le groupe d'âge

Pays	Année	15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans
Mali*	2006	50,4	89,7	95,5	96,0
Madagascar*	2008	33,7	73,0	82,9	83,7
Sénégal*	2010	24,3	60,0	77,5	84,9
Gabon*	2000	18,1	52,7	65,7	74,7
Haiti*	2006	16,6	53,7	75,3	80,8
Maroc	2004	10,7	37,0	55,7	67,5
Vietnam	2009	9,7	48,0	79,2	87,9
Liban	2007	3,3	18,8	46,9	64,1
Rwanda*	2010	3,1	37,2	71,1	80,1
Canada*	2006	2,9	23,6	54,9	70,9
Luxembourg	2001	1,4	17,2	47,1	67,4
Belgique	2009	0,6	10,3	32,3	49,6
France	2009	0,4	6,7	27,3	46,3

Sources : Enquête démographique et de santé (EDS) et Nations unies.

* : Pays incluant les unions de fait

Ce donc les jeunes femmes des pays membres d'Afrique subsaharienne et particulièrement des pays sahéliens qui sont les plus exposées aux mariages précoces⁶. Ce phénomène concerne aussi davantage les femmes que les hommes dans les pays membres et observateurs pour lesquels des données sont disponibles. La proportion d'hommes de 15 à 19 ans mariés ne dépasse en général pas les 2 à 3 %, et très rarement les 7 à 8 %.

Taux de fécondité chez les jeunes femmes de 15 à 19 ans

L'examen du taux de fécondité chez les jeunes femmes de 15 à 19 ans⁷ met en exergue les différences entre d'une part, les pays francophones d'Europe et d'Amérique du Nord où la fécondité est très faible – en général et tout particulièrement chez les très jeunes femmes – et, d'autre part, certains pays francophones d'Afrique subsaharienne où ces taux sont relativement élevés.

Dans les pays européens comme la Belgique (6,7 ‰), Chypre (5,4 ‰), la France (5,7 ‰), la Suisse (1,9 ‰) et le Canada (14,5 ‰), ce taux est faible, tout comme dans certains pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient comme la Tunisie (4,6 ‰), le Qatar (9,5 ‰) ou le Liban (11,9 ‰). En Afrique subsaharienne, le taux de fécondité est en général beaucoup plus élevé chez les jeunes femmes de 15 à 19 ans : citons le Burkina Faso (115,4 ‰), Madagascar (122,8 ‰), la Côte d'Ivoire (130,2 ‰), la Guinée (130,9 ‰), le Mozambique (137,7 ‰), le Mali (175,6 ‰) et le Niger (204,7 ‰).

· Il faut tout de même souligner l'exception que constitue le Rwanda, où la proportion de jeunes filles mariées chez les 15 à 19 ans n'est que de 3,1 %.

· Le taux de fécondité chez les 15 à 19 ans correspond au nombre d'enfants nés de mères âgées de 15 à 19 ans rapporté au nombre de femmes âgées de 15 à 19 ans.

Perception par les jeunes de la taille idéale de la famille désirée

Les données recueillies grâce à l'Eurobaromètre et à l'EDS donnent un aperçu des aspirations familiales des jeunes des pays francophones, à travers le nombre moyen d'enfants désirés par les jeunes hommes et par les jeunes femmes de 15 à 24 ans. Étant donné que ces données présentent peu de différences liées au sexe, nous nous limitons ici à celles sur les filles (tableau 8, voir l'annexe pour les données complètes).

Tableau 8. Intention de fécondité chez les jeunes femmes (15 à 24 ans)

Intention très élevée	Nombre d'enfants désirés (moyenne)	Intention moyenne	Nombre d'enfants désirés (moyenne)	Intention basse	Nombre d'enfants désirés (moyenne)
Niger	8,4	Côte d'Ivoire	4,7	Rwanda	2,8
Tchad	8,1	Congo (Brazzaville)	4,5	Cambodge	2,7
RDC	5,8	Madagascar	4,2	République	2,7
Mali	5,7	Burundi	4,2	Haïti	2,6
Mauritanie	5,3	Bénin	4,1	Luxembourg	2,5
Guinée	5,2	Gabon	4,0	France	2,3
Sénégal	5,1	Sao Tomé-et-	3,0	Belgique	2,3

Sources combinées : Enquête démographique et de santé (EDS) (données extraites le 18 août 2014) et Eurobaromètre (enquête 2011, voir Testa, 2012, p. 57 et tableau 2.1). Les années de compilation des données sont variables.

Trois groupes régionaux se distinguent par leurs perceptions très différentes de la taille idéale de la famille. Un premier groupe de pays, en Afrique subsaharienne, se démarque dans la mesure où les jeunes femmes de 15 à 24 ans affirment que le nombre idéal d'enfants qu'elles souhaitent dépasse 5 enfants. Ce sont des pays comme le Niger et le Tchad (où la moyenne est de plus de 8 enfants désirés), la RDC, la Centrafrique, le Mali, la Mauritanie, le Sénégal (où la moyenne est de plus de 5 enfants désirés). Un deuxième groupe de pays rassemble plusieurs pays d'Afrique subsaharienne également, mais cette fois autour d'un idéal familial de moins de 5 enfants chez les jeunes femmes de 15 à 24 ans. C'est le cas notamment du Gabon (4 enfants), du Bénin (4,1 enfants), du Burundi (4,2 enfants), de la Côte d'Ivoire (4,7 enfants) et, en Afrique du Nord, de la Tunisie (3,1 enfants).

Ces deux groupes de pays ont des idéaux familiaux fort différents des jeunes francophones d'Europe, d'Amérique du Nord, des Caraïbes et même d'Asie, qui constituent le troisième groupe, où nous ne recensons aucun pays où l'idéal familial des jeunes n'atteint trois enfants, mais se concentre plutôt autour de deux enfants. C'est le cas au Canada (2,1 enfants), en Belgique (2,31 enfants), en France (2,34 enfants) et au Luxembourg (2,51 enfants), ainsi que dans certains pays appartenant à d'autres espaces régionaux comme le Rwanda (2,8 enfants), le Maroc et l'Égypte (2,6 enfants).

Taux de prévalence du VIH chez les jeunes

Selon les données de 2012, le taux de prévalence du VIH-sida semblait relativement faible chez les 15 à 24 ans dans la plupart des pays membres et observateurs pour lesquels les données sont disponibles. Ce taux n'atteint plus de 2 % que pour moins d'un pays sur dix (soit le Mozambique et la Guinée, où il est respectivement à 6,6 % et 3,1 % chez les filles). Pour deux pays membres ou observateurs sur cinq (soit 40 %), il est compris entre 0,5 et 1,8 %, alors que pour plus d'un pays sur deux (55 %), il varie entre 0,1 et 0,4 %. En général, il semble y avoir peu de différences entre garçons et filles et, quand cette différence existe, la règle semble être un taux de prévalence plus élevé chez les filles, comme c'est le cas du Mozambique (6,6 % chez les filles contre 2,6 % chez les garçons), de la Guinée équatoriale (3,1 % contre 1,6 %) et du Gabon (1,6 % contre 0,4 %). Ces différences seraient cependant au moins en partie imputables aux méthodes de collecte de données, qui peuvent induire à une sous-estimation du taux de prévalence chez les garçons, conjugué à un meilleur suivi chez les femmes, qui sont plus inclinées à se soumettre à des tests médicaux, dans le cadre d'un suivi prénatal par exemple.

Connaissance du VIH et de ses modes de transmission

Si le taux de prévalence du VIH chez les jeunes semble se situer dans des marges encore gérables dans la plupart des pays membres, il en est tout autrement de la sensibilisation et de la connaissance des jeunes des modes de transmission du virus. Dans tout près de neuf pays sur dix (44 sur 51), la proportion de jeunes de 15 à 24 ans qui ont une bonne connaissance⁸ du VIH et de ses modes de transmission n'atteint pas 50 % (tableau 9). Pire, dans un peu plus d'un pays sur trois, c'est moins du quart des jeunes qui a une bonne connaissance des modes de transmission du VIH. En fait, dans la majorité des pays, c'est environ 30 à 45 % des jeunes seulement qui ont une bonne connaissance du VIH. Seuls quelques pays comme les Seychelles, le Tchad, le Canada et le Cap-Vert semblent se distinguer, avec entre les deux tiers et les neuf dixièmes des jeunes ayant une bonne connaissance des modes de transmission.

La méconnaissance du VIH et de ses modes de transmission semble toucher toutes les sous-régions de l'espace francophone. Ainsi, la proportion de jeunes ayant une bonne connaissance du VIH se situe à moins de 20 % dans certains pays membres ou observateurs comme le Djibouti, le Congo, la Côte d'Ivoire, la Guinée équatoriale. Elle est presque aussi faible au Luxembourg, en Belgique ou à Chypre, où elle se situe à moins de 30 %.

⁸ Avoir une bonne connaissance du VIH signifie ici connaître les deux principaux moyens d'éviter la transmission, à savoir utiliser un condom ou limiter les rapports à une personne de confiance non infectée.

Tableau 9. Pourcentage de jeunes (15 à 24 ans) ayant une bonne connaissance du VIH

Pays	Connaissance du VIH (%)	Pays	Connaissance du VIH (%)	Pays	Connaissance du VIH (%)
Tunisie	5,3	Vanuatu	24,0	Maurice	38,8
Chypre	10,0	Guinée	24,8	Ukraine	39,9
Géorgie	10,2	Comores	25,0	Lituanie	41,0
Égypte	11,0	Laos	25,1	Vietnam	42,5
Djibouti	11,3	Bénin	26,0	Sao Tomé-et-Principe	43,0
Guinée-Bissau	13,0	RDC	26,0	Togo	43,2
Luxembourg	13,7	Belgique	27,2	Madagascar	45,0
Niger	15,4	Sénégal	29,7	Cambodge	45,1
Mauritanie	17,3	Cameroun	30,9	Burundi,	45,1
Congo	18,2	Haïti	31,9	Bosnie	47,5
Côte d'Ivoire	18,4	Gabon	32,0	Rwanda	51,0
Guinée équatoriale	18,6	Burkina Faso	32,4	Mali	55,0
Arménie	18,7	Mozambique	34,8	Seychelles	63,0
Macédoine	19,4	Estonie	35,9	Rép. tchèque	74,3
Centrafrique	19,5	Thaïlande	37,0	Tchad	77,5
Monténégro	21,8	Rép. dominicaine	37,3	Canada	84,0
Bulgarie	23,0	Grèce	37,6	Cap-Vert	89,5

Source : ONU-sida (données 2007-2012). Les années de collecte sont variables selon les pays.

Avoir une bonne connaissance du VIH signifie ici connaître les deux principaux moyens d'éviter la transmission, à savoir utiliser un condom ou limiter les rapports à une personne de confiance non infectée.

L'entrée en union matrimoniale et les aspirations familiales des jeunes de 15 à 24 ans dans les États et gouvernements membres et observateurs de la Francophonie divergent de manière générale entre les pays du Nord et ceux du Sud. Ces derniers, et particulièrement ceux d'Afrique subsaharienne, sont caractérisés par de fortes proportions de jeunes filles mariées à un âge précoce ainsi que par une fécondité élevée chez les jeunes femmes. Dans l'ensemble, les jeunes des pays d'Europe, d'Amérique du Nord et même des Caraïbes ont des intentions de fécondité beaucoup plus modérées.

Si le taux de prévalence du VIH semble se maintenir dans des proportions non dramatiques dans la plupart des pays, il en est tout autrement de la connaissance du VIH et de ses modes de transmission, qui semblent très faibles dans la plupart des pays. Cette situation témoigne d'un relâchement des campagnes de sensibilisation et est le signe qu'il faut informer davantage les jeunes sur les risques de transmission de cette maladie, qui est loin d'être éradiquée.

Chapitre 6. Engagement et participation civique

Les données de ce chapitre proviennent de l'Afrobaromètre et de l'Enquête sociale européenne, deux bases de données importantes qui mesurent la confiance à l'égard des institutions politiques et l'engagement citoyen chez les jeunes. Pour l'Amérique du Nord, nous avons utilisé les données de Statistique Canada et celles de l'Institut de la statistique du Québec (voir tableaux détaillés en annexe).

Perception des institutions politiques par les jeunes

Les données recueillies permettent d'abord de mesurer la perception que les jeunes francophones d'Europe et d'Afrique ont des institutions politiques. Sur les deux continents, les jeunes ont procédé à une évaluation personnelle de leur niveau de confiance envers leurs parlements nationaux respectifs et nous procédons ici à la comparaison de ces résultats. Mentionnons que dans l'Enquête sociale européenne, les jeunes d'Europe devaient situer leur niveau de confiance sur une échelle de 0 à 10, 0 correspondant à « aucune confiance » et 10 à « font confiance », alors que pour l'Afrobaromètre, les jeunes d'Afrique devaient choisir l'une des quatre modalités suivantes : « pas du tout », « un peu », « moyennement » et « beaucoup ».

Perception des institutions politiques par les jeunes (15 à 29 ans) des pays membres et observateurs de la Francophonie en Europe

La majorité des jeunes de l'espace francophone européen font moyennement confiance au parlement de leur pays (tableau 10). Ce qui varie d'un pays à l'autre, c'est la très grande confiance ou l'absence totale de confiance envers cette institution. C'est en Suisse et en Belgique que les jeunes font le plus confiance à leur institution politique. En Suisse, 68,8 % d'entre eux affirment avoir confiance, contre 0,7 % qui disent n'avoir aucune confiance envers le parlement et 29,5 % qui font plus ou moins confiance au parlement. En Belgique, ces proportions sont respectivement de 46,7 %, 2,7 % et 50,6 %.

L'Europe centrale et orientale se démarque par de plus grandes proportions de jeunes qui affirment n'avoir aucune confiance envers leur parlement, comme c'est le cas de plus d'un jeune sur quatre en Bulgarie (41,0 %), en Ukraine (37,1 %) et en Albanie (34,4 %), ainsi qu'à Chypre (25,3 %).

Tableau 10. Répartition des réponses chez les jeunes (15 à 29 ans) à la question : « à quel point faites-vous confiance au parlement national? » (Europe)

	Aucune confiance (0 sur 10) (%)	Font plus ou moins confiance (1 à 5 sur 10) (%)	Font confiance (6 à 10 sur 10) (%)
Suisse	0,7	29,5	68,8
Belgique	2,7	50,6	46,7
Estonie	6,1	63,9	30,0
France	8,1	64,2	27,7
Rép. tchèque	14,6	58,6	26,8
Hongrie	11,2	63,7	25,1
Albanie	34,4	44,8	20,8
Kosovo	23,0	56,3	20,7
Slovénie	19,2	62,4	18,4
Lituanie	19,7	65,7	14,6
Slovaquie	21,8	64,6	13,6
Pologne	14,8	72,2	13,0
Chypre	25,3	62,0	12,7
Ukraine	37,1	56,1	6,8
Bulgarie	41,0	52,3	6,7

Source : Enquête sociale européenne 2012-2013 (round 6).

Perception des institutions politiques par les jeunes (15 à 29 ans) des pays membres et observateurs de la Francophonie en Afrique

Tout comme en Europe, dans presque tous les pays africains membres de l'OIF, les jeunes ont une confiance modérée en leurs institutions politiques (parlement et assemblée nationale). La situation africaine est assez hétérogène lorsque l'on considère les points de vue des jeunes qui ont pleinement confiance et ceux des jeunes qui, au contraire, disent n'avoir aucune confiance.

Au Burundi et au Niger, près d'un jeune sur deux a une très grande confiance envers les institutions politiques de son pays. Au Sénégal, c'est un jeune sur trois. Dans ces trois pays, ce sont respectivement 9 %, 13 % et 17 % des jeunes qui n'ont aucune confiance, pourcentages relativement faibles comparativement à tous les autres pays africains membres et observateurs de la Francophonie. D'autres pays se caractérisent, quant à eux, par un très faible degré de confiance de leurs jeunes à l'égard des institutions politiques en place : ce sont l'Égypte, la Tunisie et le Maroc, avec des taux de respectivement 52 %, 51 % et 44 % de jeunes de 15 et 29 ans n'ayant pas confiance envers leur parlement et leurs assemblée constitutive. L'effet du Printemps arabe peut sans doute expliquer en partie ce taux de méfiance à l'égard du politique, puisque les données ont été recueillies entre 2010 et 2012. En Afrique subsaharienne aussi, le pourcentage de jeunes qui ne font pas du tout confiance à leur parlement ou à leur assemblée est assez élevé. C'est le cas au Togo (31 %), au Cameroun et au Mali (26 % chacun). Il n'en demeure pas moins que dans

9 pays sur 16 pour lesquels l'Afrobaromètre fournit des données, la proportion de jeunes de 15 à 29 ans n'ayant aucune confiance envers les institutions politiques de son pays ne dépasse pas 20 %.

Les jeunes francophones, la participation civique et le bénévolat

La participation civique des jeunes dans leur communauté, recueillie par Afrobaromètre et par l'Enquête sociale européenne, présente des différences. Dans Afrobaromètre, on demande aux répondants s'ils se considèrent comme « non membre », « membre inactif », « membre actif » ou « leader officiel » d'une association ou d'un groupe communautaire. Dans l'Enquête sociale européenne, on demande aux jeunes à quelle fréquence, dans les douze derniers mois, ils ont été impliqués dans du bénévolat ou dans une organisation caritative (« au moins une fois par semaine », « au moins une fois par mois », « au moins une fois par trois mois », « au moins une fois par six mois », « moins que cela ou jamais »). Les analyses et les résultats ont donc été présentés séparément pour tenir compte de ces différences dans la formulation des questions.

Engagement citoyen des jeunes dans les pays africains de la Francophonie

Dans tous les pays africains membres de l'OIF pour lesquels les données sont disponibles, plus d'un jeune sur deux n'est membre d'aucune association ou groupe communautaire, à l'exception notable de la Guinée où cette proportion reste tout de même inférieure à 50 % (46 %). L'ampleur du phénomène varie cependant selon les régions d'Afrique. La non-implication des jeunes est plus généralisée dans les pays d'Afrique du Nord, où ce sont environ neuf jeunes sur dix qui ne sont pas membres d'une association ou d'un groupe communautaire. On retrouve dans ce cas de figure des pays comme la Tunisie (93 %), l'Égypte (90 %) et le Maroc (80 %). Les jeunes des pays de l'Océan indien se retrouvent dans une situation similaire : ce sont plus des quatre cinquièmes (85 %) des jeunes de Madagascar et plus des trois quarts (79 %) des jeunes de l'île Maurice qui n'adhèrent à aucune organisation associative ou communautaire.

La situation en Afrique subsaharienne se démarque de celle du reste du continent. Deux cas de figure s'y trouvent. D'une part, dans certains pays, c'est environ un jeune sur deux qui est membre (inactif, actif ou leader) d'une association ou d'une organisation communautaire. C'est notamment le cas en Guinée, où 54 % des jeunes de 15 à 29 ans sont affiliés à une organisation communautaire ou associative, et au Mali et au Sénégal, où presque la moitié des jeunes (48 % dans chacun des pays) le sont également. D'autre part, d'autres pays, comme le Burundi, le Burkina Faso, le Bénin, le Ghana et le Cap-Vert, affichent plutôt un faible taux d'engagement citoyen chez les jeunes (un jeune sur quatre ou cinq).

Même si la proportion de jeunes de 15 à 29 ans qui n'adhèrent à aucune association ou organisation communautaire demeure élevée dans la plupart des pays, on remarque cependant une proportion importante de jeunes membres qui sont actifs ou qui sont leaders dans leur milieu communautaire (tableau 11). Principalement, les pays du Sahel

(Guinée, Mali, Sénégal, Cap-Vert) et le Cameroun se distinguent à cet égard : entre 20 et 30 % des jeunes affirment être membre actif ou leader officiel d'une association ou une d'organisation communautaire. On peut citer le cas du Sénégal, où 11 % de jeunes de 15 à 29 ans sont engagés comme leaders officiels dans des associations et environ un sur cinq (18 %) comme membre actif, et le cas de la Guinée, où près de 8 % sont engagés comme leaders officiels et près de un sur cinq (18 %) comme membre actif.

Tableau 11. Bénévolat des jeunes (15 à 29 ans) impliqués comme membres actifs ou leaders dans une association ou un groupe communautaire (Afrique et Océan indien)

Pays	Jeunes impliqués comme membres actifs (%)	Jeunes impliqués comme leaders (%)	Pays	Jeunes impliqués comme membres actifs (%)	Jeunes impliqués comme leaders (%)
Sénégal	18	11	Maurice	14	2
Guinée	16	8	Burundi	5	2
Cameroun	21	5	Niger	7	0
Benin	12	4	Tunisie	1	2
Togo	14	3	Maroc	11	1
Burkina Faso	9	3	Madagascar	1	1

Source : Afrobaromètre, enquête 2010-2012 (round 5), données extraites en juillet 2014.

Les pays d'Afrique du Nord (Égypte, Tunisie, Maroc) et ceux de l'Océan indien (Madagascar, Maurice) ont quant à eux de très faibles proportions de jeunes engagés comme membres actifs ou comme leaders. Dans ces pays, la proportion de jeunes se déclarant membres actifs d'associations est de moins de 2 %. Cette situation est similaire à celle qui prévaut au Niger, au Burundi, au Ghana et au Cap-Vert.

Les jeunes et le bénévolat dans les pays européens de la Francophonie

À l'instar des jeunes de 15 à 29 ans du continent africain, les jeunes des pays européens membres ou observateurs de la Francophonie sont peu impliqués au sein d'organisations caritatives (tableau 12). À l'exception de la Suisse, où ce sont 47 % des jeunes qui n'ont jamais été impliqués (un peu comme en Guinée pour l'Afrique), partout ailleurs c'est plus de 55 %, voire plus de 75 %, des jeunes qui n'adhèrent à aucune organisation caritative. La Belgique et la France ne font pas exception, avec respectivement près de deux tiers (61 %) et trois quarts (74 %) des jeunes de 15 à 29 ans n'ayant jamais été impliqués dans du bénévolat ou des organisations caritatives. Les jeunes Suisses se distinguent par leur implication : 16 % d'entre eux font du bénévolat au moins une fois par semaine et 11 % en font au moins une fois par mois.

Tableau 12. Fréquence de l'implication dans le bénévolat ou auprès d'organisations caritatives chez les jeunes francophones (15 à 29 ans), Europe

	Au moins une fois par semaine (%)	Au moins une fois par mois (%)	Au moins une fois par trois mois (%)	Au moins une fois par six mois (%)	Moins que cela (%)	Jamais (%)
Suisse	16,1	11,8	8,3	6,2	10,5	47,1
Slovénie	3,5	6,6	4,3	11,4	15,6	58,6
Albanie	4,0	6,5	6,6	6,5	17,2	59,2
Slovaquie	1,0	1,9	1,3	6,5	30,1	59,2
Chypre	2,0	5,2	5,2	8,0	19,2	60,4
Belgique	2,7	4,4	6,9	11,1	14,0	60,9
Estonie	2,4	4,8	3,5	8,6	17,7	63,0
Kosovo	2,9	5,2	3,9	9,1	10,9	68,0
Lituanie	0,6	1,9	1,9	7,3	15,3	73,0
France	5,8	6,7	2,6	1,9	9,0	74,0
Pologne	2,4	3,0	2,3	8,2	9,0	75,1
Ukraine	0,4	3,2	2,0	7,3	10,7	76,4
Rép. Tchèque	1,0	4,2	1,7	5,5	10,4	77,2
Hongrie	0,7	2,9	1,0	4,4	12,8	78,2
Bulgarie	1,3	0,9	0,9	1,2	8,1	87,6

Source : Enquête sociale européenne 2012-2013 (round 6).

Les jeunes et le bénévolat en Amérique du Nord

À partir des données de l'Enquête canadienne sur le don, le bénévolat et la participation de 2010, nous observons que 58 % des jeunes Canadiens de 15 à 24 ans font du bénévolat au moins une fois dans l'année. Ce taux est un peu plus élevé chez les jeunes du Nouveau-Brunswick (61,9 %) et un peu plus faible au Québec (54,4 %). Que l'on estime l'intensité du bénévolat en termes de taux ou d'heures annuelles, on constate que celle-ci est moins importante chez les jeunes de 25 à 34 ans que dans la population plus jeune ou plus âgée (tableau 13).

Tableau 13. Taux de bénévolat et moyennes annuelles d'heures de bénévolat des jeunes au Canada, Québec et Nouveau-Brunswick

Âge	Canada (total)		Nouveau-Brunswick		Québec	
	Taux de bénévolat (%)	Moyenne ^c des heures annuelles (heures)	Taux de bénévolat (%)	Moyenne des heures annuelles (heures)	Taux de bénévolat (%)	Moyenne des heures annuelles (heures)
15 à 24 ans	58	130	61,9	114 ^E	54,4	83
25 à 34 ans	46,6	109	49,0	102 ^E	38,7	113 ^E
35 à 44 ans	54,4	136	63,4	122	42,2	114

Source : Statistique Canada, Enquête canadienne sur le don, le bénévolat et la participation, 2010.

La confiance des jeunes à l'égard des institutions politiques et leur participation dans la vie associative et communautaire de leur pays peut difficilement être généralisée. On observe des variations d'un continent, d'une région et d'un pays à l'autre.

La confiance à l'égard du politique est plus grande chez les jeunes de l'Europe de l'Ouest que chez ceux de l'Europe centrale et orientale. On observe également une grande diversité de situations dans les pays d'Afrique, bien qu'en général, les jeunes fassent moyennement confiance à des institutions comme le parlement. Dans les pays d'Afrique du Nord, les événements des dernières années semblent avoir rendu les jeunes particulièrement méfiants envers ces institutions politiques.

Quant à la participation à la vie associative et communautaire, la situation est très différente d'un continent à l'autre. L'utilisation de différentes sources de données rend difficile la comparaison. On peut néanmoins souligner la forte implication dans des mouvements associatifs des jeunes de quelques pays africains, notamment au Cameroun et au Sénégal.

Conclusions

Ce premier portrait statistique de la jeunesse dans l'espace francophone montre d'abord l'importance du poids démographique des jeunes pour les différents États et gouvernements membres et observateurs de l'OIF. Si on observe des différences assez marquées, liées principalement aux tendances démographiques spécifiques de différentes régions du monde, il demeure néanmoins que, partout dans cet espace francophone, le poids démographique des jeunes est important.

Cet espace francophone se caractérise ainsi par une structure démographique contrastée avec, d'une part, les pays membres et observateurs d'Afrique, de l'Océan indien, d'Asie et des Caraïbes, où les jeunes de moins de 35 ans représentent entre la moitié et les deux tiers de la population, et, d'autre part, ceux d'Europe et d'Amérique du Nord, engagés dans le processus de vieillissement démographique et où les jeunes représentent tout au plus le quart de la population. Ces contrastes s'amenuisent cependant sitôt qu'on s'intéresse à la tranche des 15 à 34 ans, qui représentent dans tous les pays membres entre le tiers et le quart de la population (environ le tiers dans les pays membres et observateurs du Sud et environ le quart dans les pays membres et observateurs du Nord). C'est dire donc qu'aussi bien dans les pays dits jeunes que ceux considérés comme vieillissants, les jeunes de 15 à 34 ans représentent une part importante de la population. En maintenant cette jeunesse au cœur de ses actions, l'OIF s'adresse ainsi, dès 2015, à un ensemble estimé à plus de 320 millions de personnes de moins de 35 ans réparties sur le vaste espace linguistique formé par l'ensemble des 77 membres et observateurs de cette institution.

Cette jeunesse est un pilier important de l'espace francophone. Le poids démographique des jeunes dans l'ensemble de la population francophone au sein des pays membres et observateurs de l'OIF est considérable, et ce, tout particulièrement dans le contexte africain. Ce faisant, les jeunes francophones représentent une part importante de l'ensemble des jeunes de 15 à 34 ans dans la plupart de ces pays. Cette situation prévaut aussi bien dans les pays membres ayant le français comme langue officielle que dans les pays membres et observateurs où le français ne l'est pas.

L'analyse des données sur l'éducation a révélé des différences significatives entre, d'une part, l'Europe et l'Amérique du Nord, où l'éducation est généralisée, et d'autre part l'Afrique subsaharienne. Si dans la plupart des pays de cette dernière région les systèmes éducatifs accusent des retards en ce qui a trait aux taux brut de scolarisation et à l'indice de parité entre les sexes dans l'enseignement secondaire et supérieur, certains pays comme les Comores, le Rwanda et Sao Tomé-et-Principe semblent rattraper les retards

dans les inégalités d'accès à l'éducation. Dans l'ensemble, malgré quelques signes encourageant sur le continent africain, les défis demeurent énormes.

Concernant le marché du travail, les analyses ont montré que dans les différents pays du Nord comme du Sud, les jeunes sont frappés de plein fouet par le chômage. Les ratios du taux de chômage chez les jeunes de 15 à 24 ans par rapport à celui des adultes montrent que, dans les différents pays, les jeunes sont deux à six fois plus exposés au chômage et qu'ils représentent souvent de 30 % à 60 % des chômeurs. Les analyses des facteurs déterminant ce chômage ainsi que sa nature demeurent toutefois limitées dans la plupart des pays membres, en raison de la nature des données disponibles. Ces données devraient mieux tenir compte de la complexité du chômage des jeunes, qui se décline en plusieurs dimensions, notamment par l'accès à un emploi qualifié et par l'accès à un emploi correspondant à la formation obtenue.

La fracture numérique Nord-Sud, dont il est largement question, apparaît clairement à partir des données présentées dans ce rapport. Si les pays d'Afrique du Nord et certains de l'Océan indien semblent réussir à réduire les écarts, le très faible pourcentage de foyers francophones disposant d'ordinateurs, en Afrique plus particulièrement, montre l'urgence d'agir pour que les jeunes de ces pays ne soient pas tenus en marge des nouvelles technologies. Au-delà de la communication et de ses dimensions plus ludiques, la maîtrise de ces nouvelles technologies est désormais requise en éducation et sur le marché du travail et est incontournable pour l'accès à l'information. Ainsi, au moment où des activités aussi essentielles que la communication, l'éducation et la formation, ou encore l'emploi et l'entrepreneuriat, sont en train d'investir intégralement la sphère numérique, il demeure difficile de penser que la jeunesse francophone pourra s'épanouir si elle est maintenue, ne serait-ce qu'en partie, à l'écart des possibilités qu'offrent les nouvelles technologies.

Le chapitre sur les aspirations familiales révèle que la situation des jeunes de l'espace francophone est également variée. Être épouse ou mère à 20 ou 24 ans concerne la vaste majorité des jeunes femmes de ce groupe d'âge dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, contrairement aux jeunes hommes dans ces mêmes pays et aussi contrairement aux jeunes femmes de ce même groupe d'âge en Europe, en Amérique du Nord et dans certains pays membres du Moyen-Orient comme le Liban. Questionnées sur la taille idéale de la famille, les jeunes femmes de la Francophonie se projettent fort différemment dans l'avenir : les jeunes Canadiennes ou Québécoises, Françaises et autres Européennes aspirent avoir en moyenne 2,2 enfants, alors que ce nombre atteint plus de 5 enfants en moyenne pour leurs consœurs congolaises, maliennes ou sénégalaises de 15 à 24 ans, voire plus de 8 enfants pour les Nigériennes et Tchadiennes de 20 à 24 ans.

Le dernier chapitre a permis de constater que la confiance à l'égard des institutions politiques apparaît plus grande chez les jeunes de l'Europe de l'Ouest que chez ceux de l'Europe centrale et orientale. On observe également une grande diversité de situations dans les pays d'Afrique, bien qu'en général, les jeunes des pays membres d'Afrique semblent avoir une confiance limitée envers leurs institutions parlementaires. Il ressort

surtout qu'en Afrique du Nord, les événements des dernières années semblent avoir rendus les jeunes particulièrement méfiants envers ces institutions politiques. Enfin, l'engagement citoyen des jeunes semble également très variable d'un pays à l'autre. On a toutefois relevé un réel engagement citoyen à travers la participation aux différents mouvements associatifs dans plusieurs pays, notamment en Afrique (Cameroun, Sénégal, Guinée), alors qu'en Europe, seuls les jeunes Suisses et Suissesses se distinguent par une forte implication dans le bénévolat ou auprès d'organisations caritatives. Dans les États et gouvernements membres d'Amérique du Nord, où le bénévolat est une dimension importante dans le développement de l'employabilité et le réseautage chez les jeunes, les tendances montrent aussi qu'une importante proportion d'entre eux s'implique auprès des organisations sans but lucratif.

Ce portrait statistique révèle donc une grande variété de situations de la jeunesse dans l'espace francophone. Que ce soit en matière d'éducation, d'accès à l'information et au numérique, d'aspirations familiales ou d'engagement citoyen, les jeunes de l'espace francophone se retrouvent dans des contextes extrêmement différents et vivent des expériences variées, qu'ils auraient tout intérêt à partager. Un des rares indicateurs examinés qui converge concerne le marché de l'emploi : les jeunes semblent connaître à peu près partout, dans l'espace francophone, des difficultés d'insertion sur le marché du travail, qui se traduisent par une forte surreprésentation de ceux-ci parmi les chômeurs. Plusieurs initiatives intéressantes touchant l'employabilité ont cours dans différents États et gouvernements membres et observateurs. On pense à titre d'exemple à la création en 1996 des Carrefours Jeunesse-Emploi au Québec, qui ont pour mandat d'accompagner et de guider les jeunes adultes de 16 à 35 ans dans leurs démarches d'insertion sociale et économique.

Par ailleurs, nous avons pu constater dans ce rapport une forte implication des jeunes dans les réseaux associatifs et en termes d'engagement citoyen dans certains pays (par exemple au Cameroun, au Sénégal et en Suisse). Il serait donc extrêmement intéressant d'offrir des espaces d'échange d'expériences en matière d'emploi entre les intervenants de la Francophonie, notamment ceux des milieux associatifs. Le prochain Forum mondial de la langue française, qui se tiendra en Belgique en juillet 2015, serait tout indiqué pour lancer une première réflexion à ce sujet.

Ce rapport a permis également de documenter l'importance de la fracture numérique, plus particulièrement pour les jeunes. C'est en Afrique subsaharienne que les efforts devraient se concentrer. Par rapport aux jeunes du Nord, de nombreux jeunes Africains se retrouvent très tôt dans leur vie complètement écartés de ces développements technologiques. Ceci a des répercussions négatives sur tous les autres domaines examinés ici : éducation, insertion en emploi, accès à l'information, participation associative et engagement citoyen, etc. Pour les jeunes filles et les jeunes femmes de ces pays membres du Sud, les conséquences de cette fracture numérique s'ajoutent à des handicaps en matière d'accès à l'éducation, à l'emploi et aux moyens d'information traditionnels comme la radio, la télévision et les journaux.

Pour finir, il nous paraît important de rappeler que l'exercice que nous avons tenté dans le cadre de ce rapport a permis de constater qu'il existe beaucoup de données statistiques de qualité sur les jeunes dans certains domaines, tels que l'éducation et le travail, alors que pour de nombreux autres domaines nous nous sommes butés à des problèmes importants, voire à l'absence totale d'information. C'est par exemple le cas pour l'accès aux médias, aux communications et au numérique, domaine pour lequel il existe de plus en plus de données, mais qui sont rarement offertes pour les groupes d'âge des jeunes, qui nous intéressent ici. Le domaine de la santé est malheureusement absent du présent rapport : plusieurs institutions internationales proposent des informations accessibles en ligne, mais très rarement pour le groupe des jeunes de 15 à 34 ans, ou même pour toute autre tranche d'âge.

La solution pour obtenir un portrait statistique plus complet sur les jeunes et couvrant ces autres domaines serait d'avoir accès aux bases de microdonnées originales et pouvoir ainsi procéder aux regroupements que requiert ce type d'analyse sur les jeunes. Ce travail est possible, mais plus fastidieux et plus long puisqu'il nécessite plusieurs étapes : demande d'accès aux microdonnées auprès des différentes agences de production des informations statistiques, mise en forme et traitement des données à l'aide de logiciels spécialisés, etc. Ceci permettrait à l'OIF de disposer d'un portrait statistique des jeunes beaucoup plus complet et qui pourrait être mis à jour annuellement, de façon à assurer un suivi des divers indicateurs et d'obtenir de meilleures informations sur les francophones en général. Ces informations pourraient être rendues accessibles en ligne grâce à un portail. Les acquis de ce rapport en matière d'identification des sources de données pourraient ainsi être valorisés.

Références

Rapports et documents

- Harton, M.-E., R. Marcoux, A. Wolff, A. et S. Jacob-Wagner. (2014). *Estimation des francophones dans le monde en 2015. Sources et démarches méthodologiques*. Québec : Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone/ Université Laval, 102 p.
- Institut de la statistique du Québec (ISQ) (2014). *Regard statistique sur la jeunesse*. Québec : ISQ.
- Organisation internationale de la Francophonie (OIF) (2014). *Rapport sur la langue française dans le monde 2014*. Paris : Nathan.
- Testa, M. R. (2012). *Family Sizes in Europe: Evidence from the 2011 Eurobarometer Survey* [en ligne]. Vienne : Austrian Academy of Sciences, Vienna Institute of Demography. (www.oeaw.ac.at/vid/download/edrp_2_2012.pdf)
- Nations unies (2011). « Table 24 – Demographic year book [Note méthodologique] » [en ligne]. (<http://unstats.un.org/unsd/demographic/products/dyb/dyb2011/notes/notes24.pdf>)

Enquêtes et bases de données en ligne

- Afrobaromètre, enquête 2010-2012 (round 5). Données extraites du site : <http://www.afrobarometer.org>
- Enquête démographique et de santé (EDS). Données extraites avec le programme DHS Program STATcompiler à partir du site : <http://www.statcompiler.com>
- Enquête sociale européenne 2012-2013 (round 6). Données extraites du site : <http://www.europeansocialsurvey.org>
- Global Administrative Area (GADM). Données extraites du site : <http://www.gadm.org/> (données de 2012)
- Institut de la statistique du Québec. Données extraites du site : <http://www.stat.gouv.qc.ca/>
- Institut de la statistique de l'UNESCO (ISU). Données extraites du site : <http://www.uis.unesco.org>
- INSEE. Données extraites du site : <http://www.insee.fr>

Nations unies. Données extraites de diverses bases de données de la Division de la statistique (UNSD), années variables (voir chaque tableau). Données extraites du site : <http://data.un.org/>

- Base de données mondiale sur les mariages : World Marriage Data 2012 (POP/DB/Marr/Rev2012).
- ONU-sida (2007-2012) : <http://www.unaids.org>
- World Population Prospects : The 2012 Revision (Révision 2012)

Organisation internationale du travail (OIT). Données extraites du site : <http://www.ilo.org>
(base de données utilisées : Laborstat, Ilostat et Indicateurs clés du marché du travail [KILM])

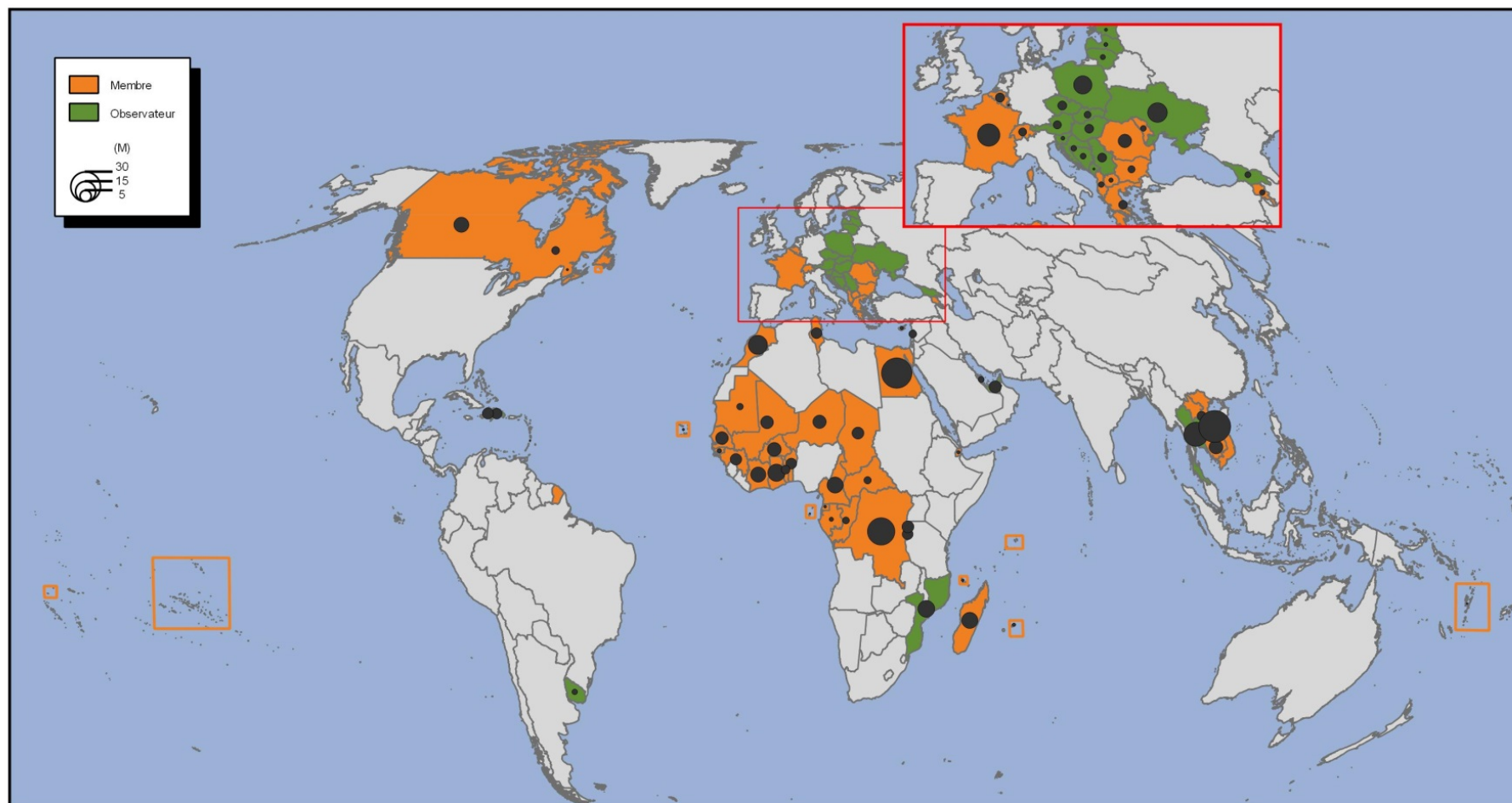
Statistique Canada (2010). Enquête canadienne sur le don, le bénévolat et la participation 2010. Données extraites du site : <http://www.statcan.gc.ca>

Union internationale des communications. Données extraites du site : <http://www.itu.int/>

UNSD. Voir Nations unies, Division de la statistique, <http://unstats.un.org>

Annexe A

Nombre de jeunes de 15 à 34 ans dans les États et gouvernements membres et observateurs de la Francophonie (2015)



Source : GADM (2012) Eckert VI, OIF (2014) et projections de population des Nations unies pour 2015. Cartographie : Laurent Richard, ODSEF, Université Laval.

Annexe B : Tableaux détaillés des informations statistiques obtenues pour chacun des États et gouvernements membres de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF)

Les données exhaustives sont disponibles sur le site de l'ODSEF.

TABLEAU A I-1. Population et effectifs des jeunes dans les États et gouvernements membres et observateurs de l'OIF

TABLEAU A I-2. Population et effectifs des jeunes francophones

TABLEAU A II-1. Scolarisation, diplomation et parité en éducation

TABLEAU A II-2. Répartition des diplômés du supérieur

TABLEAU A III. Chômage chez les jeunes (15 à 24 ans)

TABLEAU A IV. Accès aux moyens d'information et de communication

TABLEAU A V. Aspirations familiales : mariage, fécondité et désir d'enfants

TABLEAU A VI-1A Confiance des jeunes (15 à 29 ans) envers les institutions politiques – Afrique et Océan indien

TABLEAU A VI-1B Confiance des jeunes (15 à 29 ans) envers les institutions politiques – Europe

TABLEAU A VI-2A Bénévolat des jeunes (15 à 29 ans) – Afrique et Océan indien

TABLEAU A VI-2B Bénévolat des jeunes (15 à 29 ans) – Europe

TABLEAU A VI-2C Bénévolat des jeunes (15 ans et plus) – Amérique du Nord (Canada)

TABLEAU A I-1. Population et effectifs des jeunes dans les États et gouvernements membres et observateurs de l'OIF

	Statut OIF	Population 2015 (en milliers)	Jeunes 0 à 34 ans		Jeunes 15 à 34 ans		Jeunes 0 à 15 ans	
			Effectifs (en milliers)	Proportion ^a (%)	Effectifs (en milliers)	Proportion ^b (%)	Effectifs (en milliers)	Proportion ^c (%)
Afrique du Nord et Moyen-Orient								
Afrique du Nord								
Maroc	Membre	33 955	21 223	63	11 741	35	9 482	28
Mauritanie	Membre	4 080	3 015	74	1 396	34	1 618	40
Tunisie	Membre	11 235	6 372	57	3 767	34	2 605	23
Moyen-Orient								
Égypte	Membre	84 706	55 766	66	29 632	35	26 134	31
Émirats arabes unis	Observateur	9 577	6 250	65	4 704	49	1 546	16
Liban	Membre	5 054	2 928	58	1 946	38	983	19
Qatar	Membre	2 351	1 461	62	1 142	49	319	14
Afrique subsaharienne et océan Indien								
Afrique subsaharienne								
Bénin	Membre, FLO	10 880	8 314	76	3 727	34	4 587	42
Burkina Faso	Membre, FLO	17 915	14 187	79	6 123	34	8 064	45
Burundi	Membre, FLO	10 813	8 613	80	3 755	35	4 858	45
Cameroun	Membre, FLO	23 393	18 216	78	8 269	35	9 947	43
Cap-Vert	Membre	508	344	68	200	39	143	28
Centrafrique	Membre, FLO	4 803	3 623	75	1 742	36	1 882	39
Congo	Membre, FLO	4 671	3 521	75	1 536	33	1 985	43
Congo (Rép. démocratique du)	Membre, FLO	71 246	55 723	78	23 992	34	31 731	45
Côte d'Ivoire	Membre, FLO	21 295	16 052	75	7 322	34	8 730	41
Djibouti	Membre, FLO	900	632	70	330	37	302	34
Gabon	Membre, FLO	1 751	1 273	73	602	34	671	38
Ghana	Membre	26 984	19 791	73	9 529	35	10 262	38
Guinée	Membre, FLO	12 348	9 395	76	4 232	34	5 162	42
Guinée-Bissau	Membre	1 788	1 351	76	617	35	734	41
Guinée-Équatoriale	Membre, FLO	799	575	72	267	33	308	39
Mali	Membre, FLO	16 259	12 972	80	5 241	32	7 730	48
Mozambique	Observateur	27 122	21 252	78	9 023	33	12 230	45
Niger	Membre, FLO	19 268	15 316	79	5 660	29	9 656	50
Rwanda	Membre, FLO	12 428	9 721	78	4 562	37	5 159	42
Sao Tomé-et-Principe	Membre	203	155	77	71	35	84	41
Sénégal	Membre, FLO	14 967	11 649	78	5 167	35	6 482	43
Tchad	Membre, FLO	13 606	11 066	81	4 548	33	6 518	48
Togo	Membre, FLO	7 171	5 493	77	2 512	35	2 981	42
Océan Indien								
Comores	Membre, FLO	770	578	75	257	33	321	42
Madagascar	Membre, FLO	24 235	18 437	76	8 328	34	10 108	42
Maurice	Membre	1 254	617	49	379	30	237	19
Seychelles	Membre, FLO	94	50	53	29	31	21	22
Amérique et Caraïbes								
Amérique du Nord								
Canada (total)	Membre, FLO	36 104	15 450	43	9 521	26	5 928	16
Nouveau-Brunswick	Membre, FLO	769	297	39	186	24	111	14
Québec	Membre, FLO	8 214	3 353	41	2 051	25	1 302	16
Caraïbes								
Dominique	Membre	73	nd		nd			
Haïti	Membre, FLO	10 604	7 557	71	3 934	37	3 624	34
Rép. dominicaine	Observateur	10 652	6 747	63	3 594	34	3 153	30
Sainte-Lucie	Membre	185	103	56	60	33	43	23
Amérique du Sud								
Uruguay	Observateur	3 430	1 724	50	988	29	736	21

	Statut OIF	Population 2015 (en milliers)	Jeunes 0 à 34 ans		Jeunes 15 à 34 ans		Jeunes 0 à 15 ans	
			Effectifs (en milliers)	Proportion ^a (%)	Effectifs (en milliers)	Proportion ^b (%)	Effectifs (en milliers)	Proportion ^c (%)
Asie et Océanie								
Asie centrale								
Arménie	Membre	2 989	1 576	53	971	32	605	20
Géorgie	Observateur	4 305	1 981	46	1 186	28	795	18
Extrême-Orient								
Cambodge	Membre	15 677	10 901	70	6 035	38	4 866	31
Laos	Membre	7 020	5 133	73	2 721	39	2 412	34
Thaïlande	Observateur	67 401	30 441	45	18 677	28	11 764	17
Vietnam	Membre	93 387	53 546	57	32 596	35	20 950	22
Océanie								
Vanuatu	Membre, FLO	264	188	71	93	35	95	36
Europe								
Europe centrale et orientale								
Albanie	Membre	3 197	1 660	52	1 037	32	623	19
Bosnie-Herzégovine	Observateur	3 820	1 664	44	1 102	29	562	15
Bulgarie	Membre	7 113	2 664	37	1 668	23	996	14
Croatie	Observateur	4 255	1 658	39	1 037	24	622	15
Estonie	Observateur	1 280	529	41	323	25	207	16
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	Membre	2 109	964	46	619	29	346	16
Hongrie	Observateur	9 911	3 936	40	2 469	25	1 467	15
Lettonie	Observateur	2 031	833	41	518	26	315	16
Lituanie	Observateur	2 999	1 307	44	844	28	463	15
Moldavie	Membre	3 437	1 660	48	1 080	31	579	17
Monténégro	Observateur	622	289	46	175	28	114	18
Pologne	Observateur	38 222	16 420	43	10 640	28	5 780	15
Rép. tchèque	Observateur	10 777	4 283	40	2 623	24	1 660	15
Roumanie	Membre	21 579	9 001	42	5 732	27	3 269	15
Serbie	Observateur	9 424	4 091	43	2 596	28	1 495	16
Slovaquie	Observateur	5 458	2 351	43	1 521	28	829	15
Slovénie	Observateur	2 079	790	38	490	24	300	14
Ukraine	Observateur	44 646	18 990	43	12 290	28	6 699	15
Europe de l'Ouest								
Andorre	Membre	81	nd		nd		nd	
Autriche	Observateur	8 558	3 360	39	2 124	25	1 235	14
Belgique	Membre, FLO	11 183	4 608	41	2 688	24	1 919	17
Féd. Wallonie-								
Bruxelles	Membre, FLO	4 753	nd		nd		nd	
Chypre	Membre	1 165	566	49	373	32	193	17
France	Membre, FLO	64 983	27 880	43	16 122	25	11 758	18
France, Outre-mer	Membre, FLO	2 847	nd		nd			
Grèce	Membre	11 126	4 103	37	2 469	22	1 633	15
Luxembourg	Membre, FLO	543	238	44	144	27	94	17
Monaco	Membre, FLO	38	nd		nd		nd	
Suisse	Membre, FLO	8 239	3 292	40	2 083	25	1 209	15
TOTAL^d		1 029 274	622 062	60%	327 729	32	294 334	29
TOTAL, FLO seulement		403 522	283 345	70%	128 251	32	155 094	38

Source : ODSEF. Estimations obtenues à partir des données des Nations unies (Révision 2012), de Statistique Canada et de l'INSEE.

Abréviations : Féd., fédération; FLO, français langue officielle; nd, données non disponibles; ODSEF, Observatoire démographique et social de l'espace francophone; OIF, Organisation internationale de la Francophonie; Rép., République.

a : Part des jeunes de 0 à 34 ans sur la population totale.

b : Part des jeunes de 15 à 34 ans sur la population totale.

c : Part des jeunes de 0 à 15 ans sur la population totale.

d : À l'exclusion des pays pour lesquels les données n'ont pas pu être ventilées par groupes d'âge.

TABLEAU A I-2. Population et effectifs des jeunes francophones

	Estimations 2015			
	Part sur l'ensemble des jeunes de 15 à 34 ans (%)	Effectifs des jeunes francophones (15 à 34 ans)	Part sur l'ensemble de la population (%)	Effectifs francophones
Afrique du Nord et Moyen-Orient				
Afrique du Nord				
Maroc				
Mauritanie				
Tunisie	81,0	3 055 745	50,2	6 089 504
Moyen-Orient				
Égypte				
Émirats arabes unis				
Liban				
Qatar				
Afrique subsaharienne et océan Indien				
Afrique subsaharienne				
Bénin	57,7	2 149 480	55,9	3 847 693
Burkina Faso	38,7	2 370 315	59,8	3 964 528
Burundi	17,4	654 811	73,0	897 447
Cameroun	61,4	5 078 437	54,4	9 333 858
Cap-Vert				
Centrafrique	53,3	928 730	65,9	1 409 758
Congo	90,4	1 387 644	51,1	2 717 255
Congo (Rép. démocratique du)	77,9	18 694 644	56,3	33 221 811
Côte d'Ivoire	52,2	3 821 461	52,9	7 217 731
Djibouti				
Gabon	90,3	543 840	50,8	1 069 775
Ghana				
Guinée	53,5	2 265 402	76,2	2 973 675
Guinée-Bissau				
Guinée-Équatoriale				
Mali	28,2	1 475 864	53,8	2 744 050
Mozambique				
Niger	21,9	1 237 585	50,7	2 439 437
Rwanda	11,1	506 954	72,5	699 697
Sao Tomé-et-Principe				
Sénégal	48,5	2 504 193	58,5	4 277 431
Tchad	24,3	1 103 215	64,4	1 714 309
Togo	61,7	1 549 202	55,6	2 787 322
Océan Indien				
Comores	36,7	110 290	56,2	196 079
Madagascar				
Maurice				
Seychelles				
Amérique et Caraïbes				
Amérique du Nord				
Canada (total)	32,0	3 016 847	28,1	10 742 280
Nouveau-Brunswick	48,0	88 641	27,7	319 677
Québec	96,0	1 966 677	25,7	7 666 433
Caraïbes				
Dominique				
Haïti				
Rép. dominicaine				
Sainte-Lucie				
Amérique du Sud				

	Estimations 2015			
	Part sur l'ensemble des jeunes de 15 à 34 ans (%)	Effectifs des jeunes francophones (15 à 34 ans)	Part sur l'ensemble de la population (%)	Effectifs francophones
Uruguay				
Asie et Océanie				
Asie centrale				
Arménie				
Géorgie				
Extrême-Orient				
Cambodge				
Laos				
Thaïlande				
Vietnam				
Océanie				
Vanuatu	42,0	39 147	47,1	83 170
Europe				
Europe centrale et orientale				
Albanie				
Bosnie-Herzégovine				
Bulgarie	2,9	48 368	26,2	184 578
Croatie	3,2	33 170	28,6	116 136
Estonie	1,3	4 193	22,5	18 594
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine				
Hongrie	2,2	54 327	46,5	116 812
Lettonie	1,3	6 737	25,8	26 151
Lituanie	2,9	24 485	32,6	75 183
Moldavie				
Monténégro				
Pologne	3,3	351 115	34,0	1 033 788
Rép. tchèque	1,9	49 835	26,3	189 486
Roumanie	11,3	648 735	34,2	1 896 935
Serbie				
Slovaquie	2,3	34 792	31,9	109 073
Slovénie	4,2	20 714	26,3	78 787
Ukraine				
Europe de l'Ouest				
Andorre				
Autriche	12,8	271 961	28,1	966 981
Belgique	77,3	2 077 948	25,7	8 088 411
Féd. Wallonie-Bruxelles				
Chypre	7,8	29 074	37,4	77 839
France	97,6	15 728 986	25,0	62 967 732
Grèce	8,3	205 679	26,3	781 458
Luxembourg	95,8	138 312	26,6	520 579
Monaco				
Suisse	68,7	1 431 029	26,5	5 401 685

Source : ODSEF. Estimations obtenues à partir des données des Nations unies (Révision 2012), en utilisant la démarche méthodologique proposée par Harton et coll. (2014).

Abréviation : ODSEF, Observatoire démographique et social de l'espace francophone.

TABLEAU A II-1. Scolarisation, diplomation et parité en éducation

	Taux brut de scolarisation au secondaire (%) (2008-2012)	Taux brut de diplômés au 1 ^{er} cycle du secondaire (%) (2008-2012)	Taux brut de scolarisation du supérieur (%) (2008-2012)	Taux brut de diplômés au 1 ^{er} cycle du supérieur ^a (%) (2008-2012)	Pourcentage de redoublants à la 3 ^e année d'études du secondaire général (%)	Taux brut de scolarisation au 2 ^e cycle du secondaire (IPS)	Taux brut de scolarisation au supérieur (IPS)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
Afrique du Nord et Moyen-Orient							
Afrique du Nord							
Maroc (g)	68,9	45,9	14,3	4,7	28,9	0,9	0,9
Mauritanie	26,8	–	5,1	–	7,4	0,7	0,4
Tunisie	91,1	57,4	35,2	–	8,3	1,2	1,6
Moyen-Orient							
Égypte	–	–	–	26,5	11,7	1,2	–
Émirats arabes unis (b)	83,6	68,1	–	–	1,6	1,3	1,1
Liban	74,0	53,2	46,3	28,4	8,6	1,0	1,1
Qatar	111,6	119,8	12,1	3,2	0,3	1,5	6,8
Afrique subsaharienne et océan Indien							
Afrique subsaharienne							
Bénin	47,7	25,7	12,4	–	24,1	0,5	0,3
Burkina Faso (h)	25,9	10,9	4,6	2,0	22,7	0,6	0,5
Burundi	28,5	13,9	3,2	0,5	25,4	0,6	0,5
Cameroun	50,4	32,3	11,9	–	10,7	0,8	0,7
Cap-Vert	92,7	66,3	20,6	–	22,5	1,3	1,4
Centrafrique (h)	17,8	11,1	2,8	0,6	13,1	0,6	0,4
Congo	53,7	–	10,4	–	16,7	0,6	0,6
Congo (Rép. démocratique du)	43,3	–	8,2	–	10,5	0,5	0,6
Côte d'Ivoire (b)	24,3	–	4,5	–	8,5	0,7	0,8
Djibouti	43,8	43,8	4,9	2,4	7,8	0,7	0,7
Gabon (c)	53,9	–	8,5	6,0	–	0,7	0,4
Ghana	58,2	83,4	12,2	8,7	0,9	0,8	0,6
Guinée (d)	38,1	13,8	9,9	–	17,7	0,6	0,4
Guinée-Bissau	34,5	–	–	–	17,2	0,5	–
Guinée-Équatoriale (e) (i)	28,2	–	3,3	–	12,3	0,4	0,4
Mali (h)	44,5	20,8	7,5	–	20,7	0,6	0,4
Mozambique	25,9	19,8	3,8	0,8	23,8	0,9	0,6
Niger	15,9	11,0	1,8	0,9	17,0	0,6	0,3
Rwanda (h)	31,8	23,6	7,2	1,0	1,4	0,9	0,8
Sao Tomé-et-Principe	71,5	–	7,7	–	33,4	1,1	0,9
Sénégal	41,0	–	7,6	–	16,4	0,7	0,6
Tchad	22,8	15,4	2,3	0,4	17,5	0,4	0,2
Togo (g)	54,9	–	10,3	–	27,5	0,4	0,3
Océan Indien							
Comores	73,5	23,9	11,4	5,8	13,7	1,0	0,8
Madagascar	38,0	15,5	4,2	1,6	9,4	0,9	0,9
Maurice	95,9	90,0	40,3	20,5	7,4	1,1	1,3
Seychelles	101,3	104,4	1,4	1,5	0,1	1,2	3,2
Amérique et Caraïbes							
Amérique du Nord							
Canada (total)	103,4	–	58,9	35,2	–	1,0	1,3
Nouveau-Brunswick							
Québec							
Caraïbes							
Dominique	96,7	99,7	–	–	7,7	1,1	–
Haïti	75,9	–	33,3	–	7,3	1,2	1,6
Rép. Dominicaine (f)	–	72,3	–	–	–	–	–

	Taux brut de scolarisation au secondaire (%) (2008-2012)	Taux brut de diplômés au 1 ^{er} cycle du secondaire (%) (2008-2012)	Taux brut de scolarisation du supérieur (%) (2008-2012)	Taux brut de diplômés au 1 ^{er} cycle du supérieur ^a (%) (2008-2012)	Pourcentage de redoublants à la 3 ^e année d'études du secondaire général (%)	Taux brut de scolarisation au 2 ^e cycle du secondaire (IPS)	Taux brut de scolarisation au supérieur (IPS)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
Sainte-Lucie (j)	91,1	93,2	10,2	3,3	0,6	1,0	2,2
Amérique du Sud							
Uruguay (i)	90,3	79,0	63,2	7,1	18,6	1,3	1,7
Asie et Océanie							
Asie centrale							
Arménie	95,9	88,0	46,0	44,2	0,2	1,3	1,6
Géorgie	86,8	109,3	27,9	18,5	0,5	1,0	1,3
Extrême-Orient							
Cambodge	45,0	34,8	15,8	2,7	3,2	0,7	0,6
Laos	46,5	43,1	16,7	5,3	1,1	0,8	0,8
Thaïlande (h)	87,0	92,8	51,4	24,3	9,3	1,1	1,3
Vietnam	–	80,8	24,6	14,1	1,4	–	1,0
Océanie							
Vanuatu	59,5	27,5	4,7	–	3,0	0,8	1,4
Europe							
Europe centrale et orientale							
Albanie	82,4	83,9	55,5	33,1	1,3	0,9	1,3
Bosnie-Herzégovine	–	–	37,7	29,6	0,4	1,1	1,3
Bulgarie	93,1	–	62,7	35,1	1,7	1,0	1,3
Croatie	98,4	–	61,6	47,8	1,1	1,0	1,4
Estonie	107,1	–	76,7	25,2	3,9	1,0	1,5
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	82,8	–	38,5	30,8	0,7	1,0	1,2
Hongrie	101,6	–	59,6	30,0	–	1,0	1,3
Lettonie	97,7	–	65,1	41,3	–	1,0	1,5
Lituanie	105,9	–	73,9	44,1	0,6	1,0	1,4
Moldavie	88,2	89,3	40,1	33,7	0,1	1,1	1,3
Monténégro	90,9	97,5	55,5	–	0,6	1,0	1,3
Pologne	97,7	–	73,2	58,1	1,1	1,0	1,6
Rép. tchèque	96,6	–	64,2	41,6	1,3	1,0	1,4
Roumanie	95,0	–	51,6	46,8	2,4	1,0	1,3
Serbie	91,7	101,6	52,4	11,2	0,8	1,0	1,3
Slovaquie	93,9	–	55,1	43,9	2,0	1,0	1,5
Slovénie	97,6	–	86,0	52,4	0,1	1,0	1,5
Ukraine	97,8	109,1	79,7	–	0,0	0,9	1,6
Europe de l'Ouest							
Andorre	47,7	–	–	–	6,8	–	–
Autriche	97,7	–	72,4	37,0	1,7	0,9	1,2
Belgique	107,3	–	70,8	18,8	8,8	1,0	1,3
Féd. Wallonie-Bruxelles							
Chypre	95,3	–	45,9	20,0	0,6	1,0	1,2
France	109,7	–	58,3	36,1	3,2	1,0	1,3
Grèce	107,9	–	114,0	27,9	1,8	1,0	1,0
Luxembourg	101,0	–	18,2	5,7	16,6	1,1	1,1
Monaco	–	–	–	–	–	–	–
Suisse	96,3	–	55,6	29,0	1,7	0,9	1,0

Source : Institut de la statistique de l'UNESCO (ISU).

Abréviations : CITE, Classification internationale de type d'éducation; IPS, indice de parité entre les sexes.

a : correspond au niveau 5A de la CITE

b : 1999, colonne (1)

c : 1999-2003, colonne (1)

d : 2006, colonne (1)

e : 2000-2005, colonne (1)

f : 2003, colonne (1)

g : 2006, colonne (4)

h : 2004, colonne (4)

i : 1999, colonne (4)

j : 2005, colonne (4)

TABLEAU A II-2. Répartition des diplômés du supérieur

	Arts et Lettres	Agricul- ture	Sciences sociales, commerce et droit	Ingénierie et transfor- mation	Santé et protection sociale	Sciences	Service	Domaine d'étude non spécifié
	2008-2012	2008-2012	2008-2012	2012	2012	2012	2012	2012
Afrique du Nord et Moyen-Orient								
Afrique du Nord								
Maroc	13,2	1,1	35,3	12,4	6,6	23,3	3,4	0,3
Mauritanie	–	–	–	–	–	–	–	–
Tunisie	18,7	1,5	23,7	16,5	11,6	11,1	3,9	–
Moyen-Orient								
Égypte	–	–	–	–	–	–	–	–
Émirats arabes unis	–	–	–	–	5,7	5,3	–	–
Liban	12,6	0,5	46,5	12,4	11,2	11,0	0,8	0,0
Qatar	18,6	–	34,6	27,2	5,5	6,3	2,5	0,2
Afrique subsaharienne et océan Indien								
Afrique subsaharienne								
Bénin	16,0	0,6	54,1	8,8	1,5	3,9	3,5	7,9
Burkina Faso	7,5	0,6	48,1	6,9	1,0	13,0	1,6	11,0
Burundi	1,4	4,8	39,6	0,8	9,3	8,8	5,2	–
Cameroun	6,4	0,4	59,2	4,0	2,3	17,0	0,4	13,0
Cap-Vert	–	–	–	–	–	–	–	–
Centrafrique	–	–	–	–	–	–	–	–
Congo	–	–	–	–	–	–	–	–
Congo (Rép. démocratique du)	–	–	–	–	–	–	–	–
Côte d'Ivoire	–	–	–	–	–	–	–	–
Djibouti	30,8	–	17,3	18,7	–	27,8	5,5	–
Gabon	–	–	–	–	–	–	–	–
Ghana	–	3,3	48,2	5,7	2,4	8,4	1,3	0,3
Guinée	–	–	–	–	–	–	–	–
Guinée-Bissau	–	–	–	–	–	–	–	–
Guinée-Équatoriale	–	–	–	–	–	–	–	–
Mali	–	–	–	–	–	–	–	–
Mozambique	5,7	–	31,8	5,5	2,9	3,4	4,2	8,5
Niger	29,1	14,1	36,1	–	4,7	4,3	5,8	–
Rwanda	3,1	7,9	48,2	11,2	9,5	11,2	–	–
Sao Tomé-et-Principe	–	–	–	–	–	–	–	–
Sénégal	–	–	–	–	–	–	–	–
Tchad	40,6	–	29,4	–	–	13,7	–	–
Togo	–	–	–	–	–	–	–	–
Océan Indien								
Comores	11,9	2,1	54,2	2,2	–	9,8	9,5	10,4
Madagascar	12,6	1,3	59,5	8,9	3,2	11,6	1,4	0,9
Maurice	7,6	1,7	41,9	6,3	3,7	14,1	3,8	2,2
Seychelles	6,7	–	18,3	16,7	8,3	8,3	1,7	–
Amérique et Caraïbes								
Amérique du Nord								
Canada (total)	12,3	1,9	33,2	10,4	11,9	10,6	5,4	2,9
Nouveau-Brunswick	–	–	–	–	–	–	–	–
Québec	–	–	–	–	–	–	–	–
Caraïbes								
Dominique	–	–	–	–	–	–	–	–
Haïti	–	–	–	–	–	–	–	–
Rép. dominicaine	–	–	–	–	–	–	–	–
Sainte-Lucie	–	–	–	–	–	–	–	–
Amérique du Sud								
Uruguay	4,0	5,1	40,9	7,8	–	–	2,9	–

	Arts et Lettres	Agricul- ture	Sciences sociales, commerce et droit	Ingénierie et transfor- mation	Santé et protection sociale	Sciences	Service	Domaine d'étude non spécifié
	2008-2012	2008-2012	2008-2012	2012	2012	2012	2012	2012
Asie et Océanie								
Asie centrale								
Arménie	26,0	3,6	19,1	8,4	13,3	7,3	2,2	3,6
Géorgie	12,1	4,5	46,9	7,5	10,3	13,3	4,5	0,0
Extrême-Orient								
Cambodge	13,9	2,1	66,2	3,1	3,1	9,4	0,1	–
Laos	9,4	5,9	43,4	7,8	2,5	4,0	1,8	13,5
Thaïlande	–	–	–	–	–	–	–	–
Vietnam	4,1	6,2	33,6	24,0	–	–	3,5	2,0
Océanie								
Vanuatu	–	–	–	–	27,6	7,8	–	–
Europe								
Europe centrale et orientale								
Albanie	11,3	3,3	37,0	9,2	12,8	8,2	2,4	–
Bosnie-Herzégovine	–	–	–	–	–	–	–	–
Bulgarie	6,4	1,9	52,2	14,5	6,8	4,6	8,0	0,0
Croatie	11,9	3,5	44,2	12,3	6,9	7,8	8,7	5,8
Estonie	12,8	1,9	37,6	10,7	11,0	9,8	8,5	–
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	13,7	1,7	41,1	10,0	8,5	11,3	5,4	–
Hongrie	12,8	1,8	40,5	9,8	8,2	6,8	9,3	–
Lettonie	7,3	1,0	–	10,3	14,1	5,4	6,9	0,1
Lituanie	7,2	1,7	47,0	16,5	8,7	5,0	3,0	–
Moldavie	–	–	21,8	–	–	–	–	–
Monténégro	–	–	–	–	–	–	–	–
Pologne	7,4	1,4	39,4	10,4	11,1	6,4	7,2	0,6
Rép. tchèque	–	3,5	–	12,8	–	–	4,9	4,0
Roumanie	7,3	1,7	–	15,1	10,9	5,0	3,1	0,5
Serbie	10,9	2,4	35,1	16,3	8,5	8,5	8,5	0,4
Slovaquie	6,5	1,7	32,3	13,1	19,5	7,5	6,5	–
Slovénie	9,3	2,8	40,2	16,6	6,5	8,1	9,0	–
Ukraine	–	3,6	42,5	20,3	9,2	25,9	5,7	2,6
Europe de l'Ouest								
Andorre	3,7	–	50,0	–	26,8	11,7	–	–
Autriche	8,6	2,0	35,0	17,6	9,3	9,5	3,0	–
Belgique	11,2	2,3	31,3	11,1	21,6	5,4	1,9	3,1
Fédération Wallonie-Bruxelles	–	–	–	–	–	–	–	–
Chypre	9,3	0,4	49,0	8,6	6,4	8,6	6,8	–
France	10,1	1,4	42,5	15,5	14,71	10,6	3,9	0,2
Grèce	13,2	4,5	30,3	15,4	12,6	12,1	3,1	0,0
Luxembourg	15,1	–	48,2	3,8	–	28,7	1,8	2,4
Monaco	–	–	–	–	–	–	–	–
Suisse	8,1	1,9	37,2	12,3	15,5	7,5	7,1	0,5

Source : Institut de la statistique de l'UNESCO, données extraites en août 2014.

TABLEAU A III. Chômage chez les jeunes (15 à 24 ans)

	Taux de chômage des jeunes ^a			Ratio du taux de chômage des jeunes sur celui des adultes (25 ans et plus)			Poids des jeunes dans la pop. totale au chômage (%)			Source des données ^a	
	(1) Total	(2) ^a		(3) Total	F	G	(4) Total	F	G	Source	Année
		F	G								
Afrique du Nord et Moyen-Orient											
Afrique du Nord											
Maroc	21,9	15,7	18,0	3,0		3,3	40,9		43,3	LFS	2009
Mauritanie		38,2	48,0								
Tunisie	30,7	27,2	30,2	3,0	2,2	3,4	42,3	41,0	43,0	HS	2005
Moyen-Orient											
Égypte	24,8	64,9	23,8	5,8	5,0	6,4	62,9	60,9	64,8	HS	2007
Émirats arabes unis		21,5	8,4								
Liban		21,8	23,3		3,0	3,9		43,1	45,5	HS	2007
Qatar	1,6	10,4	0,5	5,1	4,5	5,5	48,3	47,6	49,5	HS	2007
Afrique subsaharienne et océan Indien											
Afrique subsaharienne											
Bénin	0,8	2,2	1,4	1,3			32,9			PC	2002
Burkina Faso	3,8	3,9	6,5	2,3	2,7	2,2	52,9	57,7	50,6	LFS	2006
Burundi	0,7	13,5	12,3	1,7	2,0	1,6	41,3	46,0	39,5	PC	1990
Cameroun		7,4	6,5								
Cap-Vert	41,2	13,2	12,5	3,4	3,9	3,1	66,4	70,2	64,2	PC	1990
Centrafrique	15,4	13,3	12,4	2,9	4,0	2,4	27,3	30,5	25,4		2009
Congo		13,1	12,5								
Congo (Rép. démocratique du)		13,3	12,5								
Côte d'Ivoire		5,2	6,6								
Djibouti											
Gabon	41,0	42,2	32,3	3,2	3,9	2,9	41,2	48,0	36,6	PC	1993
Ghana	16,6	6,8	6,0	1,9	1,9	2,0	36,1	36,5	35,7	PC	2000
Guinée		4,1	5,1								
Guinée-Bissau		13,6	12,4								
Guinée-Équatoriale		13,4	12,5								
Mali		14,3	7,7								
Mozambique		13,1	12,5								
Niger	3,2	5,8	7,9	4,2	2,8	4,8	63,8	56,7	65,7	PC	2001
Rwanda	0,7	0,5	1,0	1,5	1,8	1,3	45,3	48,5	43,6	HS	1996
Sao Tomé-et-Principe	8,2			5,1	6,0	4,8	66,7	66,7	66,7	PC	1991
Sénégal	14,8	18,6	11,1	1,8	1,8	1,9	42,0	40,4	43,5	HS	2006
Tchad		13,3	12,3								
Togo		13,2	12,4								
Océan Indien											
Comores		13,4	12,4								
Madagascar	2,3	6,0	5,4	0,8	0,7	1,0	24,1	22,7	26,7	HS	2005
Maurice	23,4	28,8	18,5	4,5	2,9	7,9	41,0	33,7	53,2		2010
Seychelles	20,3			2,9	3,8	3,0	42,6	55,0	46,0	PC	2002
Amérique et Caraïbes											
Amérique du Nord											
Canada (total)	14,8	12,6	15,9	2,2	2,0	2,4	28,7	27,6	29,5	LFS	2010
Nouveau-Brunswick											
Québec	11,3										2012
Caraïbes											
Dominique						2,9			36,3		
Haïti	17,9	20,6	14,8	3,6	3,7	3,5	42,6	42,6	42,7	HS	1999
Rép. dominicaine	30,3	36,0	19,2	2,7	2,2	3,6	44,4	40,0	52,0	HS	2007

	Taux de chômage des jeunes ^a			Ratio du taux de chômage des jeunes sur celui des adultes (25 ans et plus)			Poids des jeunes dans la pop. totale au chômage (%)			Source des données ^a	
	(1)	(2) ^a		(3)			(4)			Source	Année
	Total	F	G	Total	F	G	Total	F	G		
Sainte-Lucie	40,8			2,6	2,3	3,1	40,1	35,2	46,1	HS	2004
Amérique du Sud											
Uruguay	20,0	21,1	13,0								2009
Asie et Océanie											
Asie centrale											
Arménie	45,5	45,7	34,1	2,4			29,0				2008
Géorgie	35,5	40,0	32,9	2,5	2,9	2,2	22,5	21,4	23,3	HS	2008
Extrême-Orient											
Cambodge	3,4	4,1	3,5	3,2	2,6	4,2	52,3	47,9	57,8		2008
Laos	5,0	2,5	4,0	5,6	4,9	6,6	56,8	49,7	64,2	PC	1995
Thaïlande	4,3	3,0	2,7	6,1	8,4	4,7	48,1	52,7	44,5	LFS	2009
Vietnam	4,6	4,6	4,1	3,1	2,7	3,8	46,2	41,5	52,2		2004
Océanie											
Vanuatu											
Europe											
Europe centrale et orientale											
Albanie	27,2	24,3	27,6	2,4		2,7				LFS	2009
Bosnie-Herzégovine	47,3	59,8	56,1	2,3	2,2	2,4	25,8	24,3	27,1	HS	2008
Bulgarie	23,2	26,1	29,6	2,5	2,5	2,5	18,0	15,8	19,7	ELFS	2010
Croatie	31,5	45,4	43,3	3,4	3,4	3,5	30,4	26,6	33,9		2010
Estonie	33,0	18,0	23,5	2,2	2,4	2,0	20,2	19,0	21,1	ELFS	2010
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	30,8	51,7	55,2	2,4	2,0	2,2	16,9	18,9	18,1	ELFS	2010
Hongrie	26,6	27,2	28,7	2,7	2,6	2,7	16,7	15,5	17,7	LFS	2010
Lettonie		29,3	27,6								
Lituanie	15,7	21,8	29,9	2,1	2,0	2,2	15,6	12,3	18,8	ELFS	2010
Moldavie		13,5	12,9								
Monténégro		39,8	42,4								
Pologne	23,7	29,8	24,0	2,9	3,0	2,9	24,3	23,4	25,2	LFS	2010
Rép. tchèque		18,9	19,8								
Roumanie	22,1	23,3	22,5	3,8	4,3	3,5	28,1	28,6	27,8		2010
Serbie	42,5	52,2	41,9	3,0	3,0	3,1	20,9	21,4	24,7	LFS	2009
Slovaquie	33,6	32,5	35,0	2,7	2,5	2,9	21,2	18,0	23,9	LFS	2010
Slovénie	14,7	21,1	20,4	2,3	2,2	2,3	18,6	16,1	20,6	LFS	2010
Ukraine		16,9	17,5				29,4	28,0	30,6	HS	2008
Europe de l'Ouest											
Andorre											
Autriche		8,6	8,8		2,5			28,3			
Belgique	22,4	18,9	20,5	3,2	3,1	3,3	23,6	22,9	24,2	ELFS	2010
Féd. Wallonie-Bruxelles											
Chypre		25,6	27,8								
France	22,5	23,6	23,8	2,9	2,8	3,0	25,2	23,8	26,6	ELFS	2010
Grèce	32,9	62,9	48,1	3,0	2,8	3,0	17,5	17,8	17,0		2010
Luxembourg	14,2	18,4	18,7	3,8	2,1	6,0	19,9	12,8	27,3	ELFS	2010
Monaco	6,9			2,0	2,3	2,8	7,0	34,6	8,9	PC	2000
Suisse	7,2	8,1	8,8	1,9	1,7	2,1	23,2	22,4	24,1	LFS	2010

Source : Organisation internationale du travail (OIT).

Abréviations : ELFS, Enquête européenne sur les forces de travail (Eurostat); F, filles; G, garçons; HS, Household or labour force survey; LFS, Enquête sur la population active; PC, Recensement de la population.

a : Les sources de données d'enquête concernent toutes les colonnes sauf la (2), pour laquelle il s'agit directement de l'OIT 2012.

TABLEAU A IV. Accès aux moyens d'information et de communication

	Proportion de foyers ^a avec		Fréquence d'utilisation d'Internet ^b (jeunes)							Filles sans accès aux médias ^c (selon l'âge, %)				Source et année
	Ordinateur	Internet	Ja	Mo	QM	QS	J	NS P	Total	15-19	20-24	25-29	30-34	
Afrique du Nord et Moyen-Orient														
Afrique du Nord														
Maroc	43,1	38,9	34	5	11	23	27	1	449					
Mauritanie	3,0	1,0								47,9	48,3	48,3	55,9	2000-01 EDS
Tunisie	19,1	11,4	38	2	5	14	41	-	305	2,6	1,1	2,8	1,4	1988 EDS
Moyen-Orient														
Égypte	37,9	32,3	57	2	4	14	22	0	382	3	2,6	2,8	2,7	2008 EDS
Émirats arabes unis	85,2	72,0												
Liban	71,5	61,8												
Qatar	91,5	88,1												
Afrique subsaharienne et océan Indien														
Afrique subsaharienne														
Bénin	3,6	1,4	87	3	3	3	3	0	385	40,6	42	45,2	48,8	2011-12 EDS
Burkina Faso	2,1	2,0	82	3	3	9	3	1	366	44,9	44,9	46,8	50,3	2010 EDS
Burundi	0,1	0,1	92	1	2	2	0	3	417	30,6	40,3	41,5	39,1	2010 EDS
Cameroun	7,2	1,9	51	6	13	24	6	0	576	34,2	33,6	40,2	40,2	2011 EDS
Cap-Vert	20,4	10,4	37	5	14	29	15	-	483					
Centrafrique	-	-								30,1	28,1	31,6	30,9	1994-95 EDS
Congo	4,0	1,0								37,3	33,7	33,9	37,9	2005 EDS
Congo (Rép. démocratique du)	0,7	0,6								57,3	58,3	58,2	58,2	2007 EDS
Côte d'Ivoire	1,8	1,1	67	6	7	14	6	-	437	37,8	42	43,9	48,9	2011-12 EDS
Djibouti	13,0	1,7												
Gabon	7,6	6,0								5,8	6,4	5,3	8,4	2012 EDS
Ghana	13,8	11,0	67	4	6	10	13	-	970	15,2	12,7	15,4	17,8	2008 EDS
Guinée	1,5	1,0	80	2	4	9	1	3	379					
Guinée-Bissau	-	-												
Guinée-Équatoriale										47,1	46,3	50,8	53,3	2012 EDS
Mali	6,2	2,0	81	2	2	7	5	2	360	21	22,4	23,4	24,6	2006 EDS
Mozambique	4,0	-	79	2	4	7	6	2	1123	43,4	43,8	47	47,1	2011 EDS
Niger	1,5	0,1	91	1	1	3	3	-	345	56,1	61	60,1	60,5	2012 EDS
Rwanda	2,0	0,1								27,1	27,7	31,1	32,8	2010 EDS
Sao Tomé-et-Principe	-	-								5,4	7,1	10,2	9,3	2008-09 EDS
Sénégal	8,0	4,5	60	4	13	13	10	-	433	18,9	17,7	19,7	21,3	2010-11 EDS
Tchad	0,4	0,1								76,3	71,7	75,4	79,1	2004 EDS
Togo	2,3	1,0	75	3	8	12	1	1	531	37,3	45	57,2	57	1998 EDS
Océan Indien														
Comores	-	2,4								34,4	30,2	33,9	38,2	1996 EDS
Madagascar	1,4	0,7	77	0	1	1	1	19	393	39,7	44	45,1	41,7	2008-09 EDS
Maurice	44,7	39,2	38	2	2	11	47	-	234					
Seychelles	45,0	34,0												
Amérique et Caraïbes														
Amérique du Nord														
Canada (total)	86,6	80,5												
Nouveau-Brunswick														
Québec														
Caraïbes														
Dominique	-	-												
Haïti	-	-								20,1	20,8	22,3	23,3	2012 EDS
Rép. dominicaine	19,8	10,2								2,4	3,1	3,1	3,9	2007 EDS
Sainte-Lucie	42,5	26,5												

	Proportion de foyers ^a avec		Fréquence d'utilisation d'Internet ^b (jeunes)							Filles sans accès aux médias ^c (selon l'âge, %)				Source et année
	Ordinateur	Internet	Ja	Mo	QM	QS	J	NSP	Total	15-19	20-24	25-29	30-34	
Amérique du Sud														
Uruguay	63,7	48,4												
Asie et Océanie														
Asie centrale														
Arménie	34,0	22,2								8,4	5,6	6,7	4,1	2010 EDS
Géorgie	32,7	27,3												
Extrême-Orient														
Cambodge	4,3	0,2								24,5	29,5	30,3	37,7	2010 EDS
Laos	6,9	3,4												
Thaïlande	26,9	18,4								11,4	11	11,3	11,5	1987 EDS
Vietnam	16,0	12,5								4,5	6,3	6,3	7,8	2005 AIS
Océanie														
Vanuatu	7,8	3,5												
Europe														
Europe centrale et orientale														
Albanie	15,6	13,7												
Bosnie-Herzégovine	33,7	23,0												
Bulgarie	52,0	51,0												
Croatie	68,0	66,0												
Estonie	76,0	75,0												
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	53,6	46,1												
Hongrie	71,0	69,0												
Lettonie	71,5	61,8												
Lituanie	64,0	62,0												
Moldavie	58,0	53,0												
Monténégro	51,3	55,0												
Pologne	73,0	70,0												
Rép. tchèque	75,0	71,0												
Roumanie	57,0	54,0												
Serbie	50,9	40,2												
Slovaquie	79,0	76,6												
Slovénie	76,0	74,0												
Ukraine	32,4	35,6												
Europe de l'Ouest														
Andorre	–	–												
Autriche														
Belgique	80,0	78,0												
Féd. Wallonie-Bruxelles														
Chypre														
France	81,0	80,0												
Grèce	57,4	54,0												
Luxembourg	92,0	93,0												
Monaco	65,5	57,2												
Suisse	83,7	80,7												

Sources : Afrobaromètre, Enquête démographique et de santé (EDS) et Union internationale des télécommunications (UIT).

Abréviations : AIS, Enquête sur les indicateurs du sida; EDS, Enquête démographique et de santé; F, femmes.

a : Union internationale des télécommunications, données extraites en juillet 2014.

b : Fréquence de l'utilisation d'Internet par les jeunes de 15 à 29 ans, répartition des réponses à la question : « À quelle fréquence utilisez-vous Internet? », Afrobaromètre, enquête 2010-2012 (round 5), données extraites en juillet 2014. Réponses : Ja, jamais; M, moins d'une fois par mois; QM, quelques fois par mois; QS, quelques fois par semaine; J, chaque jour; NSP; ne sait pas.

c : Proportion de jeunes filles n'ayant accès ni à la radio, ni à la télé, ni aux journaux écrits, pays d'Afrique, de l'Océan indien, des Caraïbes, d'Asie et d'Océanie, EDS, données extraites en juin 2014.

TABLEAU A V. Aspirations familiales : mariage, fécondité et désir d'enfants

	Jeunes mariés selon le sexe et le groupe d'âge								Données		Taux de fécondité ^a	Nombre d'enfants désirés ^b
	15 à 19 ans		20 à 24 ans		25 à 29 ans		30 à 34 ans		Source	Année	F	F
	H	F	H	F	H	F	H	F			15 à 19 ans	15 à 24 ans
Afrique du Nord et Moyen-Orient												
Afrique du Nord												
Maroc	0,8	10,7	7,7	37,0	30,8	55,7	57,5	67,5	UNSD	2004	35,8	2,60
Mauritanie	0,5	24,0	7,1	50,9	36,2	66,5	71,6	75,7	EDS	2000	73,3	5,30
Tunisie											4,6	3,10
Moyen-Orient												
Égypte	13,1		52,6		79,8		89,1		EDS	2008	43,0	2,65
Émirats arabes unis	2,4	6,7	26,0	36,0	54,0	67,0	83,1	82,6	UNSD	2005	27,6	
Liban	0,3	3,3	2,7	18,8	19,4	46,9	51,7	64,1	UNSD	2007	12,0	
Qatar	9,5	16,9			67,3	66,7			UNSD	2010	9,5	
Afrique subsaharienne et océan Indien												
Afrique subsaharienne												
Bénin	1,5	21,7	21,2	69,7	74,2	91,6	90,3	94,7	EDS	2006	90,2	4,05
Burkina Faso	1,6	31,5	30,0	81,1	70,8	93,7	88,6	94,8	EDS	2010	115,4	4,85
Burundi	1,4	8,6	28,5	60,3	76,6	78,8	86,7	84,1	EDS	2010	30,3	4,15
Cameroun	1,8	24,2	18,4	61,8	50,5	78,9	76,8	83,2	EDS	2011	115,8	4,95
Cap-Vert	2,4	8,1	18,1	30,6	37,4	55,9	56,7	64,1	Stat. nat.	2005	70,6	
Centrafrique											98,3	5,50
Congo	2,7	16,4	18,4	56,0	54,0	68,6	70,9	78,8	EDS	2005	126,7	4,50
Congo (Rép. démocratique du)	3,9	22,5	26,6	65,3	61,9	80,4	82,6	86,3	EDS	2007	135,3	5,80
Côte d'Ivoire											130,3	4,65
Djibouti	0,0	5,1	6,0	24,6	30,2	46,8	61,1	64,4	PAPFAM	2002	18,6	
Gabon	2,0	18,1	17,9	52,7	44,1	65,7	64,8	74,7	EDS	2000	103,0	4,00
Ghana	0,7	8,3	15,0	47,2	47,5	73,6	77,3	83,7	EDS	2008	58,4	
Guinée	2,7	35,6	19,3	77,0	50,7	93,3	83,4	94,9	EDS	2005	131,0	
Guinée-Bissau											99,3	
Guinée-Équatoriale											112,6	
Mali	8,5	50,4	32,0	89,7	69,1	95,5	89,9	96,0	EDS	2006	175,6	5,70
Mozambique	7,8	41,6	48,8	73,5	76,2	80,2	87,2	80,7	UNSD	2007	137,8	4,00
Niger	2,9	59,0	30,9	86,4	71,1	93,2	88,7	95,0	EDS	2006	204,8	8,35
Rwanda	0,2	3,1	19,2	37,2	62,2	71,1	86,3	80,1	EDS	2010	33,6	2,75
Sao Tomé-et-Principe	0,7	19,8	24,0	62,0	63,4	82,2	77,5	83,0	EDS	2008	65,1	2,95
Sénégal	0,7	24,3	5,4	60,0	35,0	77,5	64,2	84,9	EDS	2010	94,4	5,05
Tchad	0,9	42,0	34,0	84,6	74,0	92,1	89,6	90,9	EDS	2004	152,0	8,10
Togo											91,5	3,90
Océan Indien												
Comores									UNSD		51,1	4,85
Madagascar	11,4	33,7	50,5	73,0	78,2	82,9	89,1	83,7	EDS	2008	122,8	4,20
Maurice												
Seychelles											56,3	
Amérique et Caraïbes												
Amérique du Nord												
Canada (total)	1,2	2,9	13,1	23,6	42,6	54,9	65,0	70,9	UNSD	2006	14,5	
Nouveau-Brunswick												
Québec												
Caraïbes												
Dominique	0,2	0,2	1,0	4,7	10,0	20,3	21,0	31,8	UNSD	2001		
Haïti	2,1	16,6	17,3	53,7	48,4	75,3	71,6	80,8	EDS	2006	42,0	

	Jeunes mariés selon le sexe et le groupe d'âge										Taux de fécondité ^a	Nombre d'enfants désirés ^b
	15 à 19 ans		20 à 24 ans		25 à 29 ans		30 à 34 ans		Données		F	F
	H	F	H	F	H	F	H	F	Source	Année	15 à 19 ans	15 à 24 ans
Rép. dominicaine	2,8	18,9	23,5	47,9	50,4	65,4	65,8	74,6	EDS	2007	99,6	2,55
Sainte-Lucie	1,1	6,6	16,1	37,6	47,2	58,3	65,7	68,5	UNSD	2001	56,3	2,65
Amérique du Sud												
Uruguay	3,2	11,1	24,6	37,7	50,2	59,5	67,2	69,7	Stat. nat.	2011	58,3	
Asie et Océanie												
Asie centrale												
Arménie	1,0	7,9	14,0	43,6	51,1	67,5	73,4	77,5	EDS	2010	27,1	
Géorgie	13,3		45,8		68,1		76,9		RHS	2005	46,8	2,35
Extrême-Orient												
Cambodge	1,6	10,2	30,2	53,3	73,0	78,8	90,9	83,6	EDS	2010	44,3	
Laos	5,7	18,8	36,2	58,8	71,3	80,9	87,8	87,0	UNSD	2005	65,0	2,70
Thaïlande	3,3	10,7	21,5	41,5	53,1	67,2	74,8	78,8	UNSD	2000		
Vietnam	2,5	9,7	24,1	48	63,2	79,2	86,4	87,9		2009	29,0	
Océanie												
Vanuatu	2,5	9,7	24,1	48,0	63,2	79,2	86,4	87,9	UNSD	2009	44,8	
Europe												
Europe centrale et orientale												
Albanie	1,9	7,0	9,6	36,7	38,5	67,0	72,7	82,5	Stat. nat.	2011	15,3	
Bosnie-Herzégovine											15,1	2,35
Bulgarie	2,0	8,4	12,4	29,7	36,4	60,0	59,2	74,1	UNSD	2011	35,9	
Croatie	0,3	2,4	7,6	25,2	37,2	59,1	64,2	77,4	UNSD	2001	12,7	1,97
Estonie	0,9	4,3	19,8	36,1	51,6	59,1	66,7	65,4	UNSD	2000	16,8	
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine											18,3	2,32
Hongrie	0,1	0,6	2,2	6,2	13,9	27,3	37,8	49,8	UNSD	2010	12,1	
Lettonie	0,1	0,7	5,2	12,2	25,3	36,3	42,0	49,6	UNSD	2011		2,19
Lituanie	0,0	0,2	2,9	8,8	23,8	38,4	50,3	60,0	UNSD	2011	10,6	
Moldavie	1,2	9,6	23,2	56,0	71,0	82,3	83,1	87,7	EDS	2005	29,3	2,21
Monténégro	0,7	4,6	7,0	28,6	32,2	56,6	58,0	72,8	UNSD	2003	15,2	
Pologne											12,2	
Rép. tchèque											4,9	2,22
Roumanie	0,1	2,5	6,8	25,4	33,7	56,1	62,3	72,9	UNSD	2011	31,0	2,02
Serbie											16,9	2,00
Slovaquie	0,2	1,0	4,1	10,6	22,1	37,6	48,3	60,1	UNSD	2010	15,9	
Slovénie	0,1	0,5	2,9	8,0	17,1	31,7	40,9	56,6	UNSD	2011	0,6	2,15
Ukraine	3,0	5,7	22,7	46,9	60,3	69,2	69,1	72,0	EDS	2007	25,7	2,38
Europe de l'Ouest												
Andorre												
Autriche											4,1	2,07
Belgique	0,1	0,6	3,3	10,3	19,9	32,3	40,0	49,6	UNSD	2009	6,7	2,31
Féd. Wallonie-Bruxelles												
Chypre											5,5	2,29
France	0,0	0,4	2,4	6,7	16,6	27,3	38,1	46,3	UNSD	2009	5,7	2,34
Grèce	0,8	3,4	4,9	19,3	24,4	50,4	53,9	71,9	UNSD	2001	11,9	2,23
Luxembourg	0,2	1,4	6,0	17,2	29,7	47,1	55,6	67,4	UNSD	2001		2,51
Monaco												
Suisse	0,1	0,7	4,6	11,9	20,8	33,6	42,7	56,2	UNSD	2009	1,9	

Sources : Nations unies (UNSD).

Abréviations : EDS, Enquête démographique et de santé; F, femmes; H, hommes; PAPFAM, Projet pan Arabe pour la santé de la famille; RHS, Enquête sur la santé reproductive; Stat. nat., statistiques nationales; UNSD, Division de la statistique des Nations unies.

a : Nations-Unies, Division population, 2012.

b : EDS (2012) et Eurobaromètre (2011).

TABLEAU A VI-1A Confiance des jeunes (15 à 29 ans) envers les institutions politiques
Afrique et Océan Indien

	Confiance ^a (en %)					Total réponses
	Pas du tout confiance	Juste un peu de confiance	Assez confiance	Beaucoup confiance	Pas d'opinion	
Afrique du Nord et Moyen-Orient						
Afrique du Nord						
Maroc	44	30	17	4	6	449
Mauritanie						
Tunisie	51	27	12	5	5	305
Moyen-Orient						
Égypte	52	24	15	6	3	382
Afrique subsaharienne et océan Indien						
Afrique subsaharienne						
Bénin	18	29	30	22	1	385
Burkina Faso	17	20	25	31	8	366
Burundi	9	16	27	45	3	417
Cameroun	26	24	26	14	9	576
Cap-Vert	15	26	40	15	4	483
Centrafrique						
Congo						
Congo (Rép. démocratique du)						
Côte d'Ivoire	19	32	24	22	3	437
Djibouti						
Gabon						
Ghana	21	32	30	16	1	970
Guinée	17	30	19	25	9	379
Guinée-Bissau						
Guinée-Équatoriale						
Mali	26	32	17	19	5	360
Mozambique						
Niger	13	13	19	48	8	345
Rwanda						
Sao Tomé-et-Principe						
Sénégal	17	26	22	33	2	433
Tchad						
Togo	31	24	22	17	6	531
Océan Indien						
Comores						
Madagascar						
Maurice	5	28	53	11	3	234
Seychelles						

Source : Afrobaromètre, enquête 2010-2012 (round 5).

a : Répartition des réponses à la question : « À quel point faites-vous confiance aux institutions suivantes : parlement et assemblée nationale de votre pays? ».

TABLEAU A VI-1B Confiance des jeunes (15 à 29 ans) envers les institutions politiques Europe

	Confiance ^b (en %)			Total réponses (%)
	Aucune confiance (score = 0)	Plus ou moins (score = 1 à 5)	Fort confiance (score = 6 à 10)	
Europe				
Europe centrale et orientale				
Albanie	34,4	44,8	20,8	100
Bosnie-Herzégovine				
Bulgarie	41,0	52,3	6,7	100
Croatie				
Estonie	6,1	63,9	30,0	100
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine				
Hongrie	11,2	63,7	25,1	100
Lettonie				
Lituanie	19,7	65,7	14,6	100
Moldavie				
Monténégro				
Pologne	14,8	72,2	13,0	100
Rép. tchèque	14,6	58,6	26,8	100
Roumanie				
Serbie				
Slovaquie	21,8	64,6	13,6	100
Slovénie	19,2	62,4	18,4	100
Ukraine	37,1	56,1	6,8	100
Europe de l'Ouest				
Andorre				
Autriche				
Belgique	2,7	50,6	46,7	100
Fédération Wallonie-Bruxelles				
Chypre	25,3	62,0	12,7	100
France	8,1	64,2	27,7	100
Grèce				
Luxembourg				
Monaco				
Suisse	0,7	29,5	68,8	99
Moyenne Europe	13,8	54,6	31,6	100

Source : Enquête sociale européenne 2012-2013 (round 6).

b : Répartition des réponses à la question : « Sur une échelle de 0 à 10, à quel point faites-vous confiance à votre parlement national? »

Réponses : de 0 (aucune confiance) à 10 (totale confiance).

TABLEAU A VI-2A Bénévolat des jeunes (15 à 29 ans)
Afrique et Océan Indien

	Bénévolat ^a (en %)				
	Non membre	Membre inactif	Membre actif	Leader officiel	Ne sait pas
Afrique du Nord et Moyen-Orient					
Afrique du Nord					
Maroc	80,0	6,0	11,0	1,0	3,0
Mauritanie					
Tunisie	93,0	1,0	2,0	-	4,0
Moyen-Orient					
Égypte	90,0	4,0	4,0	0,0	2,0
Afrique subsaharienne et océan Indien					
Afrique subsaharienne					
Bénin	68,0	16,0	12,0	4,0	-
Burkina Faso	71,0	17,0	9,0	3,0	1,0
Burundi	75,0	18,0	5,0	2,0	-
Cameroun	56,0	17,0	21,0	5,0	1,0
Cap-Vert	72,0	9,0	17,0	2,0	0,0
Centrafrique					
Congo					
Congo (Rép. démocratique du)					
Côte d'Ivoire	61,0	21,0	11,0	6,0	0,0
Djibouti					
Gabon					
Ghana	77,0	7,0	13,0	2,0	1,0
Guinée	46,0	30,0	16,0	8,0	0,0
Guinée-Bissau					
Guinée-Équatoriale					
Mali	52,0	30,0	14,0	4,0	-
Mozambique	69,0	10,0	17,0	2,0	2,0
Niger	79,0	14,0	7,0	0,0	-
Rwanda					
Sao Tomé-et-Principe					
Sénégal	52,0	20,0	18,0	11,0	0,0
Tchad					
Togo	64,0	17,0	14,0	3,0	2,0
Océan Indien					
Comores					
Madagascar	85,0	13,0	1,0	1,0	0,0
Maurice	79,0	5,0	14,0	2,0	-
Seychelles					

Source : Afrobaromètre, enquête 2010-2012 (round 5).

a : Répartition des réponses à la question : « Êtiez-vous non-membre, membre inactif, membre actif, leader officiel d'une association ou d'un groupe communautaire? ».

TABLEAU A VI-2B Bénévolat des jeunes (15 à 29 ans)
Europe

	Bénévolat ^b (en %)					
	Au moins une fois par semaine	Au moins une fois par mois	Au moins une fois par trois mois	Au moins une fois chaque six mois	Moins que cela	Jamais
Europe						
Europe centrale et orientale						
Albanie	4,0	6,5	6,6	6,5	17,2	59,2
Bosnie-Herzégovine						
Bulgarie	1,3	0,9	0,9	1,2	8,1	87,6
Croatie						
Estonie	2,4	4,8	3,5	8,6	17,7	63,0
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine						
Hongrie	0,7	2,9	1,0	4,4	12,8	78,2
Lettonie						
Lituanie	0,6	1,9	1,9	7,3	15,3	73,0
Moldavie						
Monténégro						
Pologne	2,4	3,0	2,3	8,2	9,0	75,1
Rép. tchèque	1,0	4,2	1,7	5,5	10,4	77,2
Roumanie						
Serbie						
Slovaquie	3,5	6,6	4,3	11,4	15,6	58,6
Slovénie						
Ukraine	0,4	3,2	2,0	7,3	10,7	76,4
Europe de l'Ouest						
Andorre						
Autriche						
Belgique	2,7	4,4	6,9	11,1	14,0	60,9
Féd. Wallonie-Bruxelles						
Chypre	2,0	5,2	5,2	8,0	19,2	60,4
France	5,8	6,7	2,6	1,9	9,0	74,0
Grèce						
Luxembourg						
Monaco						
Suisse	16,1	11,8	8,3	6,2	10,5	47,1

Source : Enquête sociale européenne 2012-2013 (round 6).

b : Répartition des réponses à la question : « À quelle fréquence, avez-vous été impliqué dans du travail bénévole ou une organisation caritative dans les 12 derniers mois? ».

TABLEAU A VI-2C Bénévolat des jeunes (15 ans et plus)
Amérique du Nord (Canada)

Âge	Canada (total)		Nouveau-Brunswick		Québec	
	Taux de bénévolat (%)	Moyenne ^c des heures annuelles (heures)	Taux de bénévolat (%)	Moyenne des heures annuelles (heures)	Taux de bénévolat (en %)	Moyenne des heures annuelles (heures)
15-24 ans	58	130	61,9	114 ^E	54,4	83
25-34 ans	46,6	109	49,0	102 ^E	38,7	113 ^E
35-44 ans	54,4	136	63,4	122	42,2	114

Source : Statistique Canada, Enquête canadienne sur le don, le bénévolat et la participation, 2010.

c : Pour les bénévoles seulement. E : À utiliser avec prudence.